

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

Éditions de l'EHESS | *Cahiers d'études africaines*

2013/4 - N° 212
pages 935 à 975

ISSN 0008-0055

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2013-4-page-935.htm>

Pour citer cet article :

« Analyses et comptes rendus »,
Cahiers d'études africaines, 2013/4 N° 212, p. 935-975.

Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Analyses et comptes rendus

ARAUJO, Ana Lucia. — *Public Memory of Slavery. Victims and Perpetrators in the South Atlantic*. Amherst-New York, Cambia Press, 2010, 478 p., bibl.

La lecture de l'ouvrage dense et très didactique d'Ana Lucia Araujo (sept chapitres suivis chacun d'un résumé) nous rappelle notre premier séjour au Bénin, au milieu des années 1980, lorsque le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou arrivait à son terme. Un précédent terrain dans une société hiérarchisée en groupes statutaires, dans laquelle le groupe des esclaves continuait à porter les stigmates de la condition servile, nous faisait observer avec étonnement le dédain avec lequel les sociétés du Bénin méridional abordaient la question de l'esclavage. À l'époque, on nous renvoyait inéluctablement à la stratification sociale des Aguda, ces anciens esclaves brésiliens retournés en Afrique ayant accompagné avec les négriers portugais dont ils partageaient, en dépit de leur statut diamétralement opposé, une culture occidentale. Quant à la traite atlantique et l'*agency* des pourvoyeurs d'esclaves aux négriers européens, le silence était de mise et si, lors de la visite du musée d'Abomey, ancienne capitale du royaume du même nom, les guides se délectaient à décrire, avec force détails, la coutume d'enterrer le roi avec son cortège de femmes suivi de ses meilleurs esclaves, il n'y avait ni remords, ni contrition, mais au contraire une certaine fierté à exhiber ce qui symbolisait la puissance et la richesse de l'ancien royaume.

La question de l'esclavage faisait d'autant moins question que, contrairement à ce que nous avons pu constater au Nord Sénégal, le statut de descendant d'esclave ne portait pas à des jugements. L'esclavage issu de la traite atlantique semblait un épiphénomène sans conséquence pour le Bénin contemporain et l'animosité que certains pouvaient avoir vis-à-vis des Aguda, tenait moins à leur qualité d'ancien négrier ou d'ancien esclave parvenu, qu'à la complicité de ces Brésiliens qui avaient su pactiser avec le pouvoir colonial pour obtenir des avantages substantiels. Interprètes et commis de l'administration coloniale, ils avaient su tirer parti de leur connaissance du monde occidental en constituant une partie de cette élite intellectuelle qui fera du Dahomey postcolonial, le quartier latin de l'Afrique.

Revenant à l'ouvrage, dès l'introduction, Ana Lucia Araujo pose les fondements de sa problématique, à savoir le rapport complexe entretenu entre mémoire et histoire, et son évocation des historiens de la mémoire (Ricœur, Nora) et de la mise en patrimoine qui caractérise notre monde contemporain (Hartog) en témoigne bien. Le premier chapitre est consacré à une revue critique de l'historiographie de l'esclavage qui, d'une part et jusqu'aux années 1960, a appréhendé l'esclavage en Afrique et l'esclavage aux Amériques comme deux objets distincts et qui, d'autre part, dans ses recherches s'est peu intéressée aux archives non occidentales ou à l'expérience de l'esclavage qui ne sera appréhendée comme objet d'étude qu'à partir des années 1980. Dans un deuxième chapitre, consacré aux mémoires plurielles de l'esclavage et de la traite atlantique, l'auteure passe en revue les débats académiques européens, africains et américains qui tournent principalement autour de la démographie de l'esclavage, contrairement aux débats sur la mémoire qui se tiennent dans l'arène publique et sont toujours

fortement médiatisés. Le talent du gardien de la Maison des Esclaves à Gorée est mis en avant dans la construction du mythe de Gorée, aujourd'hui mis à mal par les travaux archéologiques récents, et l'auteure remarque avec justesse que l'histoire et la mémoire sont souvent contradictoires.

Le troisième chapitre examine la spécificité de l'esclavage au Brésil qui, au fur et à mesure de l'évolution de la traite atlantique, se traduit par la prise de distance des Portugais du Brésil vis-à-vis de la métropole, en traitant directement avec les différents royaumes de la Baie du Bénin et en particulier avec le royaume du Dahomey. Ces échanges Sud-Sud ont formé de véritables couloirs de continuité entre les sociétés dahoméennes et bahianaises. Cependant, s'il est vrai que le XIX^e siècle avec le retour de certains esclaves affranchis sur les côtes africaines a donné naissance à un flux de personnes, d'artefacts et d'idées entre les deux côtes atlantique, il nous semble que la réactivation mémorielle dont elle est l'objet aujourd'hui est, comme le note l'auteure, toujours impulsée de l'extérieur, soit par une institution internationale, soit par une personnalité : le rôle de Pierre Verger de ce point de vue est assez édifiant en dépit de l'insuccès relatif de ses entreprises : la maison du Brésil à Ouidah survit difficilement et la maison du Bénin à Bahia est devenue un simple restaurant.

Depuis le renouveau démocratique en 1991, les processus de patrimonialisation de la mémoire de l'esclavage et la question de l'esclavage, s'ils font débat dans la sphère publique, continuent de renvoyer aux Aguda, comme le note justement l'auteure en s'appuyant sur les réflexions de l'historien béninois Elisée Soumonni. Ce dernier remarque que, loin d'être dans une période pacifiée comme le pensait le photographe devenu anthropologue, Milton Guran, les Aguda sont au contraire en train de se déchirer entre victimes et acteurs de la traite atlantique. Il y aurait maintenant les vilains acteurs de la Traite et ses victimes. Le cas de Zoki Kata, originaire de Hoko dans le pays Mahi et esclave déporté à Bahia puis *Retornado* installé à Agoué, témoigne du fait que la frontière entre victime et acteur de la traite atlantique est des plus problématiques : en effet, en faisant le chemin du retour, Zoki alias Joaquim de Almeida se livre à la traite des esclaves avant de se reconvertir dans l'économie de plantation, utilisant à son tour une main-d'œuvre esclave.

Le chapitre 4 intitulé « Mémoires contestées de la traite esclavagiste au Bénin méridional » rend compte des commémorations internationales de la *Route des Esclaves* et du Festival *Ouidah 92* avec les paradoxes qu'a pu suscité la célébration conjointe des étapes plus ou moins reconstruites, voire inventées, de la route menant les esclaves vers la plage d'embarquement pour les territoires du Nouveau monde, et de celle de l'ancien royaume esclavagiste aboméen.

Le chapitre 5 nous conduit dans l'Afrique du Brésil. Constatant qu'au Bénin, le réveil d'une mémoire de l'esclavage est le fait des organisations internationales et du pouvoir politique après le retour à la démocratisation, l'auteure souligne combien au Brésil, ce sont les luttes sociales et religieuses qui, à partir des années 1990, impulsent la mise en place de politiques sociales de discrimination positive à l'égard des segments afro-brésiliens de la population. Avant cela, notamment à partir des années 1980, c'est à travers la musique, le Carnaval et la religion que la population afro-brésilienne exprime son identité africaine. L'auteure semble regretter que, malgré la mise en place de politiques de discrimination positive, le Brésil en tant que nation édifie si peu de monuments à la gloire des résistants à l'esclavage, tout en soulignant combien l'image de l'esclavage a évolué chez

ses descendants de la victimisation à la résistance. Si l'on peut en effet regretter l'absence de ces nouvelles figures de la résistance dans la mise en monuments de héros afro-brésiliens, on s'étonnera toutefois de la vision romantique voire irénique qu'elle donne de l'ancien Dahomey dans la mesure où, dans ce pays comme au Brésil, le déni de l'esclavage y est tout aussi tenace. En effet, la construction de monuments mémoriaux à Ouidah et sur sa plage était moins destinée à la mémoire des populations locales qu'à celle de la diaspora américaine. Et si aujourd'hui les populations locales se les réapproprient dans leurs négociations sociales, c'est en vertu de leurs propriétés monnayables sur le vaste marché global de la mémoire et du patrimoine.

Le chapitre 6 est consacré à l'héritage de Francisco Felix de Souza, le marchand négrier allié au roi Guezo dans le développement du comptoir de Ouidah et le passage de l'économie de la Traite à l'économie de plantation. Soulignant combien il demeure la figure phare du Brésilien négrier mais philanthrope, en dépit de la nouvelle historiographie qui montre combien il était loin d'être le marchand le plus puissant et le plus riche de l'ancienne côte des Esclaves, A. L. Araujo suggère que son succès aujourd'hui tient en grande partie à la capacité de ses descendants à réactiver des liens transnationaux. L'auteure, elle-même Brésilienne du Brésil, relie la brésilianité des descendants de cet illustre fondateur de la communauté aguda à Ouidah à l'imaginaire des trois races au Brésil. Cependant, malgré la réactualisation des liens entre le Brésil et l'ancien Dahomey au milieu du xx^e siècle qui peut avoir véhiculé cette image de cordialité raciale au sein de la communauté aguda ou de ses élites, nous doutons qu'elle soit localement généralisable. Et ce d'autant moins que, jusqu'à aujourd'hui, le trait marquant de la brésilianité aguda au Bénin s'exprime dans la question consacrée que l'on pose au prétendant étranger à la communauté aguda qui viendrait demander la main d'une Aguda : Seras-tu capable de lui donner à manger du beurre ? Toutefois l'auteure a raison de souligner l'importance des projets internationaux et des processus de démocratisation et de décentralisation dans la réémergence du lignage de Souza et des Aguda en général dans la sphère sociopolitique contemporaine.

Le dernier chapitre intitulé « Oublier et se souvenir du passé esclavagiste » est consacré à l'analyse des mémoires publiques de l'esclavage et du Brésil chez deux personnalités aguda. L'auteure, réaffirmant qu'en Afrique, contrairement à l'Europe ou les Amériques, l'esclavage constitue un stigma social, pense trouver là l'explication du fait que les descendants des anciens esclaves retournés au Bénin, loin de se poser collectivement en victimes, agissent individuellement pour promouvoir leur ancestralité brésilienne. On pourrait adopter cette explication si les personnalités dont il s'agit n'étaient pas des figures éminentes de la vie socio-économique du Bénin contemporain. Entre l'homme d'affaires aux activités multiples et le frère de la première dame du renouveau démocratique au Bénin, l'affirmation identitaire d'ancien esclave « retourné » accentue le fait qu'au Bénin la condition d'esclave n'est pas aussi stigmatisée que cela. Et ce d'autant moins, qu'en dehors de la communauté aguda, il y a également comme un brouillage entre victimes et acteurs de la Traite. Mais si tous les Aguda retournés au Dahomey n'ont pas été des négriers, la plupart ont participé à différents niveaux aux processus de colonisation par la France de cet ancien royaume. Et lorsque certains membres de l'élite aguda clament aujourd'hui à la face du monde leur origine esclave faisant en quelque sorte un *outing* à la

mode anglo-saxonne, au niveau local, loin de s'affirmer comme victime de la traite atlantique, la majorité des Aguda mettent en avant leur style de vie européen et leur rôle dans l'introduction du catholicisme dans la région, y compris chez un personnage comme Urbain Karim da Silva, qui tout en étant musulman, était à la fin des années 1980, un des promoteurs de la mascarade carnavalesque *bourian* à Porto Novo qui se déroulait le troisième dimanche suivant la fête de l'Épiphanie et accompagnait la célébration de la fête du Seigneur de la Bonne Fin.

Ainsi, l'adhésion à un modèle qui célébrerait le métissage et l'hybridité, nous semble bien plus répondre à un idéal véhiculé par une élite en syntonie avec le cosmopolitisme des organismes internationaux qu'à celui du Brésilien aguda lambda. Ce que reconnaît largement A. L. Araujo dans sa conclusion en retenant le fait que la mémoire publique de l'esclavage au Bénin est étroitement liée aux phénomènes transnationaux de mémorisation de l'esclavage et de la traite atlantique. Le but étant de développer avec le retour à la démocratisation, un tourisme culturel où s'effacerait peu à peu le stigmate de la Traite en lui substituant les racines africaines retrouvées. À l'inverse, au Brésil, la mise en mémoire de l'esclavage aboutit à une politique de réparation vis-à-vis des descendants des victimes de l'esclavage.

Pour conclure, on regrettera que l'auteure, qui s'appuie sur une bibliographie presque exhaustive des travaux tant anglophones que francophones sur le thème de la traite atlantique et des reconfigurations identitaires dans l'espace atlantique sud — il manque cependant l'ouvrage fondamental de D. Y. Peel sur la construction des Yorubas —, laisse transparaître une approche diffusionniste des relations entre l'Afrique et le Brésil. En effet, si le XIX^e siècle est la période où les contacts entre le Brésil et le royaume d'Abomey ont été les plus intenses, du fait des voyages fréquents d'une élite afro-brésilienne en train de se constituer, répondant comme en écho à l'émergence d'une nouvelle élite africaine moderne à travers le travail salarié, il est néanmoins indubitable que la fin de l'esclavage a marqué la fin des échanges entre le Brésil et le Bénin, et ce en dépit du rêve d'une certaine élite intellectuelle brésilienne de renouer avec la terre africaine. Car comme le notait Beluce Belluccini¹ à propos du Mozambique, il est légitime de s'interroger sur le fait que les Brésil et Bénin contemporains pourraient instrumentaliser la mémoire de l'esclavage pour développer son économie dans un esprit tout à fait capitaliste et néolibéral.

Emmanuelle Kadya TALL

BARTHÉLÉMY, Pascale, CAPDEVILA, Luc & ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (dir.). — « Colonisations », numéro spécial *Clio, Femmes et Sociétés*, 33, 2011, 305 p.

Ce numéro, entièrement consacré (comptes rendus inclus) à la question « Genre et Colonisation », est d'autant plus bienvenu que la question coloniale, si discutée ces temps-ci, s'est fort peu intéressée, sauf exception, au rôle souvent essentiel joué par les femmes colonisées y compris lors de la décolonisation. Ce texte introduit excellemment le colloque international « Femmes et Genre en contexte

1. <<http://www.fpabramo.org.br/artigos-e-boletins/artigos/%E2%80%9Ccesta-terra-ainda-vai-cumprir-seu-ideal%E2%80%9D>>.

colonial », qui s'est tenu en janvier 2012 à la Fondation nationale des sciences politiques à Paris, mais dont les actes ne sont pas encore parus.

L'analyse correspond aux attentes actuelles, en portant d'emblée un regard mondial sur la question, qu'il s'agisse des Indes néerlandaises, du Soudan français (aujourd'hui Mali), de la Guinée, du Congo belge, de l'Inde ou de la Syrie, du Maghreb, du Vietnam ou du Chaco argentin, chaque fois dans une période similaire de domination, entre la fin du XIX^e siècle et les années 1960. Un clin-d'œil fort instructif est néanmoins fait sur la période ancienne, où Anne-Emmanuelle Veisse compare le statut fait aux femmes en Égypte ptolémaïque, apparemment plus libre pour les Égyptiennes (qui n'étaient astreintes ni au voile ni au gynécée : mais *quid* de la « circoncision pharaonique » — ablation du clitoris, voire infibulation ?). Elles étaient aussi dispensées du *kurios* (tuteur) imposé aux Grecques, toujours mineures. N'importe comment, ni les unes ni les autres n'avaient accès à la « participation régulière à la gestion politique de la société ». Pas plus que les colonisées jusqu'à une date tardive, elles ne pouvaient être fonctionnaires, militaires, juges, ni même témoins dans les contrats. Cela n'empêcha pas les colonisées de tenir un rôle précoce dans les luttes politiques, surtout en Inde, en Syrie et en Afrique du Sud.

Les autres thèmes abordés vont du métissage à la sexualité, des liens conjugués à l'esclavage, et aux rapports avec la masculinité coloniale. Les articles de fond alternent avec de passionnantes *interviews*. La richesse des bibliographies et les commentaires et comptes rendus d'ouvrages spécialisés sur le genre, le féminisme et la masculinité, nombreux et nourris, contribuent à faire de cet ouvrage, rédigé de façon claire et précise, une introduction de qualité à la vision actuelle de cette histoire genrée.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH

BEHREND, Heike. — *Resurrecting Cannibals. The Catholic Church, Witch-Hunts and the Production of Pagans in Western Uganda*. New York, James Currey (« Eastern Africa Series »), 2011, 215 p., bibli., DVD.

Dès le titre qui pourrait sembler provocateur *Ressusciter les cannibales. L'Église catholique, les chasses aux sorciers et la production de païens dans l'Ouganda de l'Ouest*, le lecteur sait déjà qu'il s'aventure sur un terrain où ses schèmes de pensée vont être bousculés. En effet, nous avons plutôt l'habitude de considérer les religions universalistes et le christianisme en particulier comme un rempart à la prolifération des diables et sorciers en tous genres, même si depuis le renouveau évangélique à partir de la fin des années 1980, de nombreux auteurs s'attachent à souligner combien ces mouvements de réforme religieuse puisent dans l'imaginaire païen pour mieux affirmer les frontières qu'il y a entre un monde pur entièrement consacré à la vénération d'un dieu unique et de son fils et un monde peuplé de figures ambivalentes tout droit sorties des enfers. Mais ce que nous livre l'auteure est bien différent. En établissant un lien intrinsèque entre la figure du cannibale vu « comme un processus dont les constructions hybrides ont été formées dans les rencontres coloniales dans le champs des relations de pouvoir inégalitaire » (p. 5)² et celle inversée, de la

2. La traduction, comme celles des citations suivantes, est nôtre.

résurrection et de la Cène, l'auteure inverse le paradigme habituellement posé par les auteurs qui s'intéressent aux relations entre religions du Livre et religions de la Coutume. D'emblée, elle pose le phénomène de transsubstantiation qui est au cœur de la liturgie chrétienne comme « une sorte de cannibalisme transcendantal ayant fourni un modèle aux anciens voyageurs pour comprendre le cannibalisme des cannibales dans d'autres parties du monde » (p. 4). Nous sommes dès l'introduction de l'ouvrage, fixés. Le rituel eucharistique est un rituel cannibale et, « pendant que les missionnaires chrétiens réprimaient, bannissaient et diabolisaient différents éléments de la religion "païenne" dans la région du Tooro, des experts des rituels "païens" s'approprièrent les idées chrétiennes et firent d'elles une partie intégrante de la sorcellerie locale. Toutes deux se reflétaient l'une dans l'autre en inversant et en dévaluant certains éléments hautement valorisés par l'autre » (p. 5).

L'analyse d'une confrérie laïque catholique, la Guilde ougandaise des martyrs (UMG), spécialisée dans la chasse aux sorciers et cannibales sert de point de départ à Heike Behrend pour revisiter le thème du cannibalisme dans la discipline anthropologique et dérouler ses hypothèses sur sa place dans les pratiques religieuses contemporaines.

L'ouvrage se décompose en trois parties, composées respectivement de quatre ou cinq chapitres. Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteure nous livre une dense historiographie de la région du Tooro et de ses royaumes à travers la dialectique manger/être mangé, à partir de la figure du roi et une ethnographie de l'acte de manger comme pratique du pouvoir. Renvoyant dos à dos les images occidentales du cannibalisme local et les images locales de la transsubstantiation chrétienne, Heike Behrend propose d'emblée une nouvelle approche des phénomènes du cannibalisme et de la sorcellerie, si prégnants dans les imaginaires religieux depuis la fin des années 1980.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à décrire et analyser comment la terreur du cannibalisme et de la sorcellerie s'est installée dans la région du Tooro, dans un climat sociopolitique de grande instabilité après les Indépendances (Fédération monarchique puis système de parti unique d'abord à tendance socialiste puis tyrannique sous Idi Amin Dada). À la fin des années 1990, période où l'auteure fait son terrain, cette dernière observe un retour au pluralisme religieux avec la réémergence de l'Église catholique et le rôle prééminent de la Guilde ougandaise des martyrs (UMG) dans la guérison du cannibalisme et de la sorcellerie. Cette confrérie catholique laïque, usant à l'instar des Églises évangéliques, de techniques d'exorcisme pour soigner ses futurs fidèles, organise des croisades de guérison dont la violence du traitement va en s'amoindrisant au fur et à mesure de la baisse des manifestations de sorcellerie et de cannibalisme dans la région. À l'encontre des habituelles explications de la résurgence du phénomène de sorcellerie en termes de réponse locale aux inégalités sociales de plus en plus criantes dans un monde postcolonial capitaliste et globalisé, l'auteure privilégie la thèse déjà développée par Victor Turner en 1967 selon laquelle l'accroissement de la sorcellerie accompagne généralement un accroissement des taux de morbidité et de mortalité (pp. 70-71). Décrivant avec un souci du détail, les différentes techniques d'accusation et de guérison, comparant tout au long de l'ouvrage les modèles païens et chrétiens disponibles dans la région, l'auteure montre combien par exemple, les méthodes de l'UMG peuvent être coercitives, les accusations de sorcellerie ne laissant pas de place

à l'innocence, en raison de l'impératif de la confession pour accéder à la guérison. À l'inverse dans les cultes païens, les rapports de l'accusé avec une entité qui le trouble sont domestiqués pour transformer son pouvoir maléfique en pouvoir bénéfique. En outre, dans la confrérie UMG, les anciens sorciers ne peuvent pas communier, témoignant bien ainsi que la communion chrétienne est une forme de cannibalisme.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à la figure du cannibale et aux rencontres missionnaires coloniales. L'auteure revisite l'histoire de l'entreprise missionnaire aux premiers temps de la colonisation en montrant combien la figure du cannibale dans la région du Tooro emprunte aux pratiques et aux discours chrétiens : ainsi de la résurrection des cannibales pour participer à un dernier festin avant leur seconde mort qui évoque la Cène. Par ailleurs, l'inversion diabolique et blasphématoire de la Cène et de la résurrection du Christ n'est pas spécifique à la région du Tooro, l'auteure cite quelques autres variantes en Afrique centrale, toutefois les banquets cannibales ne sont pas une spécificité de l'Afrique centrale et ils participent également de l'imaginaire sorcellaire en Afrique de l'Ouest, au Bénin par exemple. Comparant la figure du cannibale à celle du zombie, corps errant dont l'âme a été consommée, l'auteure s'interroge sur le rôle de la traite esclavagiste dans l'émergence de la figure du zombie, reprenant à son compte l'étymologie du terme selon John Thornton pour qui *nzambi* en kikongo désigne une entité divine supérieure — désignation influencée par la christianisation précoce du Congo — et reconfigurée en zombie en Haïti pour désigner aujourd'hui un mort vivant.

Retraçant l'histoire du christianisme au Tooro à partir de la fin du XIX^e siècle, l'auteure s'attache aux relations entre les catéchistes africains, les rois du Tooro et les missionnaires occidentaux dans leur médiation de la nouvelle foi. La région est alors en proie à de nombreux troubles (épidémies, raids entre royaumes, esclavage, etc.) et la religion des colons apparaît comme un moyen de combattre les diverses infortunes qui s'abattent sur la région. En 1896, le nouveau roi élevé dans un milieu anglican se fait baptiser et transforme radicalement la société en s'appuyant sur les préceptes anglicans (monogamie, interdiction de l'alcool, introduction de la lecture et de l'écriture), ainsi que sur les technologies occidentales comme la photographie, le phonographe et les lanternes magiques apportés par les missionnaires pour impressionner et « civiliser » les Africains. La conversion du roi en 1895 entraîne celle de ses sujets, transformant radicalement l'institution royale qui, pendant une décennie, va vivre au rythme du calendrier chrétien. Cependant, la lutte contre la sorcellerie des païens à la fin du XIX^e siècle va trouver ses détracteurs au sein même de l'institution royale : c'est la sœur du roi, mariée à un prince d'un royaume voisin opposé aux Britanniques dès leur arrivée, qui va mener campagne pour un retour aux traditions tooro. Établissant un parallèle entre les mouvements anti-sorcellerie à la fin du XIX^e siècle et ceux menés par la confrérie catholique (UMG) dans les années 1990, l'auteure rappelle que ceux-ci forment un balancier avec ce que d'aucun appelle la résurgence du syncrétisme, dès que le contexte social et sanitaire s'apaise.

Au terme de la lecture, cet ouvrage nous a d'autant plus séduite que dans nos travaux sur le candomblé de Bahia, nous attachons également la plus grande importance au phénomène de transsubstantiation, qui fonctionne là aussi comme une mise en miroir des altérités qui se sont rencontrées dans le contexte de la colonisation du Nouveau monde, à partir de la Contre-réforme, produisant un ethos baroque dont les effets et les reflets ont produit le candomblé contemporain.

Néanmoins, la conclusion d'Heike Behrend nous semble en deçà de sa proposition initiale de considérer la transsubstantiation et le cannibalisme dans une relation paradigmatique inversée. En effet, à considérer que « le cannibale ressuscitant évolue alors comme la figure d'une double inscription où les traces de ce qui est désavoué par l'autre ne sont pas réprimées mais répétées comme quelque chose de différent, comme des contre-actions (*counter-agencies*) moqueuses issues du bas. Lorsque les cannibales dans le Tooro ressuscitent leur victime, ils exigent probablement une expiation pour la violente exclusion, discrimination et diabolisation que les experts africains "païens" ont eu à endurer des missionnaires, de l'État postcolonial et des chrétiens africains. Des aspects spécifiques des rencontres coloniales violentes sont inscrits dans le cannibale ressuscitant tooro, il s'en suit que dans les images hybrides du cannibale nous pouvons détecter les traces de nous-mêmes comme si elles étaient projetées dans un miroir déformant » (pp. 5-6). L'auteure amenuise sa réflexion originale en l'insérant dans les théories de la politique par le bas en réaction à la domination coloniale et postcoloniale, amoindrissant ainsi ses fulgurances sur la relation en miroir et ses effets sur l'ensemble des partenaires de la rencontre. La force de l'« occulte » n'est pas seulement le privilège des dominés comme en témoigne le regard porté par les colonisés sur la magie des colons chrétiens en Afrique et en Amérique latine.

Enfin, une bibliographie extrêmement riche (370 références environ) témoigne d'un souci d'exhaustivité et d'honnêteté intellectuelle rendant parfois la lecture un peu austère. Mais c'est sans doute le prix à payer pour rendre crédible un travail aussi novateur.

Le film vidéo qui accompagne l'ouvrage est intéressant, en ce que, bien qu'étant une mise en scène « performée » pour le cinéaste et l'anthropologue, il donne à voir l'universalité des techniques de dédiabolisation qu'on rencontre dans d'autres régions d'Afrique et du monde. Les séances d'exorcisme participent en effet de l'exercice didactique et thérapeutique menant à la conversion de nouveaux fidèles.

Emmanuelle Kadya TALL

BURTON, Andrew & CHARTON-BIGOT, Hélène (eds.). — *Generations Past : Youth in East African History*. Athens, Ohio University Press, 2010, 301 p., bibl.

Issu d'un colloque qui s'est tenu au Kenya en 2006, cet ouvrage présente douze contributions sur une thématique qui prend quelque ampleur dans les études africanistes et au-delà : les enfants et les jeunes. En effet, jusqu'au début des années 2000, il n'existait encore que peu de recherches sur une thématique pourtant essentielle pour comprendre les sociétés africaines ou autres. Ce recueil de textes réunit les travaux d'historiens anglo-saxons, à l'exception de la co-éditrice et de deux Kenyans, ce qui montre bien la vigueur et la qualité des recherches que cette discipline a initiées en Afrique de l'Est depuis plus d'un demi-siècle.

L'introduction souligne la rareté des recherches sur la jeunesse en Afrique de l'Est. Or, le « blocage » des générations — que ce soit la succession générationnelle chez les Kikuyus ou les groupes du cercle du Karimonjong ou le « simple » passage à l'âge adulte dans l'ensemble de la région — constitue bien

un épisode majeur de la fin du XIX^e siècle, marqué par une succession de cataclysmes climatiques, sanitaires et sociaux. Le premier article de Richard Reid le montre bien lorsqu'il évoque la prolifération des armes aux mains des « enfants » qui suscitent une violence relativement incontrôlée à l'encontre tant des adultes que des jeunes lors de multiples guerres localisées. D'ailleurs les analyses de Dave Eaton soulignent que cette violence épisodique faisait partie intégrante des sociétés africaines et que les raids d'aujourd'hui s'ancrent dans une logique sociale bien ancienne, comme il le montre en réfutant les différentes « explications » que le sens commun donne aujourd'hui à ces conflits (diffusion des armes de poing, commercialisation du bétail en numéraire, hausse du prix de la fiancée). L'histoire offre ainsi un éclairage bien judicieux sur des phénomènes contemporains. Richard Waller propose une passionnante étude historique de la célèbre jeunesse maasaï : les Morans. En effet, le stéréotype colonial ou touristique ne correspond bien sûr pas à la réalité historique et l'on voit apparaître l'ambiguïté des Morans aux yeux des anciens et les soucis qu'ils peuvent leur causer en courtisant leurs épouses, en organisant des fêtes peu ordrées ou en se lançant dans des razzias peu inspirées et inorganisées. L'auteur nous montre comment ce regard que les anciens portaient sur les jeunes adultes diffère de l'autoreprésentation que ceux-ci pouvaient avoir d'eux-mêmes ; de même, Richard Waller décrit les interprétations concurrentes du passé que pouvaient avoir les anciens et les Morans, voire les administrateurs coloniaux qui avaient succombé à une forme de « masaaïomanie » suscitant un certain désordre parmi les anciens et les jeunes Maasaïs. Il poursuit son analyse en désagréant la catégorie des Morans et en montrant que, selon leur statut matrimonial, leur position dans la parenté ou leur richesse en bétail, les jeunes pouvaient respecter scrupuleusement la parole des anciens et l'honneur « officiel » ou partir en raid furieux pour gagner une réputation de bravoure et un butin de bétail, de femmes et d'enfants. Bref, on le voit, cet article est un splendide exemple d'analyse historique.

Ces auteurs rappellent que le passage à l'âge adulte peut prendre plusieurs aspects. Il s'agit de respecter les conventions sociales et de progressivement passer par les différents statuts avec la bénédiction des anciens. Cependant, si ceux-ci tardent à introniser les jeunes dans de nouveaux statuts, ils prennent souvent leur destin entre leurs mains et migrent au loin pour constituer de nouvelles sociétés politiques au moyen du défrichement de la nature, de razzias (de bétails, de femmes et d'enfants) ou de guerres intestines qui leur permettent de gagner par le travail et la violence le statut d'homme accompli. Et cette deuxième voie leur fournit l'occasion de rencontrer les nouvelles formes de pouvoir qui s'installent progressivement en Afrique de l'Est avec la colonisation : L'École et les emplois dans l'administration, la conversion au christianisme et la vocation religieuse, l'engagement militaire dans les forces coloniales au cours des deux guerres mondiales, etc. Cela conduisit à une « érosion » des rites de passage, fréquemment combattus par les missionnaires, qui rendit les différents statuts sociaux toujours plus incertains : qui est un véritable homme ? Qui est une femme susceptible d'être mariée et de donner des héritiers acceptables ? On le voit, les transformations historiques induites par la colonisation eurent de très fortes conséquences sur la jeunesse et les enfants en augmentant l'incertitude quant à la voie à suivre pour devenir un adulte.

La plupart des textes considèrent l'épineuse question de savoir qui est « jeune » ? En effet, selon les périodes historiques et les régions, la jeunesse

peut s'étendre de l'âge de dix ans à près de cinquante ans ! On le voit, cette catégorie exige d'être précisée afin de pouvoir constituer un véritable objet scientifique. Toutefois, la jeunesse existe bien comme une étape dans la trajectoire de vie conduisant au statut d'homme accompli. Eh oui, à de rares exceptions, la jeunesse dont il s'agit ici est essentiellement masculine ! Les sources historiques sont bien élusives concernant les jeunes femmes et il faut souvent des trésors d'imagination pour pouvoir les déceler en filigrane des documents disponibles, comme le précisent les différents auteurs dans des notes protectrices.

Hélène Charton-Bigot nous offre une analyse très détaillée de la jeunesse des premières générations d'intellectuels et de leurs parcours ultérieurs. Elle prend le cas de la fameuse Alliance Highschool au Kenya pour tracer leurs histoires de vie en soulignant le rôle que jouèrent les écoles coloniales dans la redéfinition de la « jeunesse » et les conséquences éminemment politiques que joua l'éducation supérieure des colonisés. Andrew Burton évoque l'apparition d'une « jeune » force de travail dans les villes du Tanganika et décrit les conséquences des crises économiques qui conduisent au chômage avec son cortège d'insécurité sociale : la jeunesse urbaine devient alors une menace qui suscite une réponse administrative, tant de la part des autorités coloniales que post-coloniales. Sur le même sujet, James Brennan étudie les conflits que suscite la « nouvelle » jeunesse des villes du Tanganika colonial et les inquiétudes qu'elle éveille, tant chez les administrateurs coloniaux que parmi les anciens des sociétés locales. On voit apparaître le rôle que l'opposition jeune/ancien joue dans les débuts des mouvements politiques tanzaniens, en particulier la TANU et l'usage que celle-ci fera des *Youth leagues*. Thomas Burgess poursuit cette analyse historique de la jeunesse urbaine tanzanienne en décrivant les *Youth labor camps* de Zanzibar dans une perspective inspirée par Michel Foucault. Il montre comment une jeunesse oisive — comme le veut le stéréotype — est « redressée » par les disciplines et le travail des camps.

Cette inquiétude concernant les désordres de la jeunesse n'affectait pas seulement les jeunes ou les anciens Africains, car l'administration britannique a très vite considéré la jeunesse des nouvelles villes comme une menace potentielle. Elle développa ainsi un ensemble de mesures destinées à la contrôler, parfois avec l'aide des organisations syndicales africaines ou des anciens. Toutefois, la « jeunesse » joua bien un important rôle dans le processus sociopolitique qui conduisit les États d'Afrique de l'Est à l'indépendance, sans pour autant que la nouvelle donne politique dissipe les incertitudes identitaires et politiques qui enveloppaient la jeunesse.

Carole Summers interroge la métaphore de l'adolescence au cœur des représentations de la jeunesse au Buganda colonial et montre comment cette « adolescence » permet de comprendre les pratiques des jeunes et, en même temps, de proposer une nouvelle interprétation de l'histoire nationale et de construire un nationalisme gandaïs. La métaphore d'une relation idéale entre grands-parents et petits-enfants devient un moyen politique de critiquer l'alliance « avide » des pères avec l'administration coloniale. L'auteur poursuit en décrivant, au moyen d'autobiographies, le passage progressif de l'enfance au monde adulte dans la société ganda et son instrumentalisation politique pour en tirer une leçon : « Youth, adolescence, and generation, like gender, must be understood by historians as political labels with varied associations used by constituencies who may contend violently as they use these concepts to mark out "natural" qualities and moral expectations » (p. 190).

L'article de Shane Doyle parle de l'histoire de la sexualité des jeunes dans la région des Grands Lacs et montre que — contrairement à l'idée reçue ou aux élucubrations des Caldwell sur une supposée « sexualité africaine » — : « What changed was not so much that the age of sexual debut declined dramatically, but rather that the age of formal marriage increased » (p. 238). L'étude historique de la sexualité prémaritale, des formes de mariage et des transformations du prix de la fiancée, du divorce est convaincante. Elle interroge alors le « retour » du mariage à un âge relativement jeune que suscite la pandémie du VIH.

Ainsi, le conflit de générations — tant sociologique que biologique — et l'accès aux différents statuts sociaux traversent toute l'histoire de l'Afrique orientale depuis le milieu du XIX^e siècle pour le moins et se perpétuent de nos jours avec un nouveau « blocage » des générations qui affectent les jeunes des villes et des campagnes. De même, les termes de « jeunes », d'« enfants » ou d'« adolescents » constituent tant des enjeux politiques que des moyens de représenter une réalité sociale bouleversée par les transformations rapides depuis plus d'un siècle. Il est donc essentiel de les définir précisément pour les constituer en véritables objets de recherches scientifiques afin de les intégrer dans une analyse générale des sociétés d'Afrique de l'Est. Cet ouvrage constitue un premier pas dans cette direction et rejoint les préoccupations de la — relativement — récente « anthropologie de l'enfance ». On le voit, la problématique de la jeunesse a encore de beaux jours devant elle !

Yvan DROZ

COMAROFF, Jean & COMAROFF, John. — *Zombies et frontières à l'ère néolibérale. Le cas de l'Afrique du Sud postapartheid*. Paris, Les prairies ordinaires, 2010, 188 p., bibl.

Cet ouvrage reprend en langue française une partie des récents travaux de Jean et John Comaroff, ce couple d'anthropologues originaires de l'Afrique du Sud, et enseignants à l'Université de Chicago. Jérôme David³ a eu l'excellente idée de traduire puis de rassembler dans un ouvrage pour le public francophone trois des essais de ces deux chercheurs dont l'œuvre, selon ses propres termes, « aura durablement marqué le domaine anglophone de l'anthropologie sociale ». Jean et John Comaroff développent dans leurs travaux de ces quinze dernières années une remarquable anthropologie historique de la « culture du capitalisme ». C'est en tentant de rendre compte de la violence de la transition néolibérale en Afrique du Sud après la fin de l'*Apartheid*, qu'ils en sont progressivement venus à développer une telle anthropologie. Alors que cette violence a des manifestations multiples, les auteurs en analysent particulièrement deux groupes ici : la « prolifération » des zombies et de ce qu'ils appellent les « économies occultes », et les problèmes liés à la gestion des États-nations et de leurs « frontières ». Ces analyses sont complétées par une réflexion méthodologique sur la pertinence

3. Jérôme David est enseignant aux Universités de Genève et de Lausanne en Suisse. Il introduit cet ouvrage par un article de présentation intitulé « Une ethnographie de la déraison néolibérale », où il analyse le parcours intellectuel des auteurs, l'évolution de leurs problématiques et de leurs postures théoriques.

de l'ethnographie et de son échelle pour appréhender les phénomènes liés au capitalisme néolibéral au niveau mondial.

Pour Jean et John Comaroff, le capitalisme contemporain a trois principaux visages : il s'agit premièrement d'une propension à faire miroiter des manières inédites de produire des richesses ; deuxièmement de présenter un rapport ambivalent et contradictoire à l'État-nation ; et troisièmement de jouer avec une société civile à la présence ambivalente (p. 135). Commençons par le rapport ambivalent à l'État-nation. Des observateurs ont remarqué qu'un rapport passionnel à l'autochtonie et au droit de naissance — dont la notion même de l'étranger n'est que l'envers — s'est développé à la fin du xx^e siècle en même temps que d'autres conceptions de l'appartenance, et qu'un fétichisme de l'origine semble par ailleurs s'être nourri dans le monde entier d'une opposition aux effets du « laissez-faire » néolibéral. Pourquoi les frontières et leur transgression sont-elles devenues un thème si pressant aujourd'hui ?

Pour y répondre, et rendre ainsi compte des raisons pour lesquelles les étrangers de toutes sortes sont devenus l'objet d'une telle inquiétude, les Comaroff font un détour du côté de ce que l'on appelle communément l'État-nation. Ils montrent qu'à mesure que le xx^e siècle s'achevait, les formes de cohésion sociale ont partout eu maille à partir avec le principe de la différence. Cette tendance est elle-même l'un des traits d'un processus historique se déployant à l'échelle mondiale, dont on peut donner une idée en évoquant l'année 1989. Cette année-là marqua sur le plan symbolique, sinon concret, l'avènement politique du capitalisme néolibéral sur l'ensemble de la planète. Il est bien entendu que ses racines économiques plongent bien dans l'histoire, mais cette date est généralement retenue pour illustrer un tournant après lequel l'ancien ordre international a disparu pour laisser place à un univers plus fluide, plus mercantile et plus connecté, dans lequel la « société », déclarée morte, cède la place au « réseau » et à la « communauté », nouvelles métaphores dominantes de l'interdépendance sociale ; dans lequel aussi les identités transnationales, les relations internes aux diasporas et la mobilité des populations humaines battent en brèche les vieilles frontières (pp. 77-79). Plusieurs États se conduisent alors comme s'ils étaient victimes, à la fois, d'une invasion venue du dehors et d'une fuite de ce qui devrait rester à l'intérieur, comme le capital *off-shore* et les emplois délocalisés. Cette inquiétude naît, semble-t-il, d'un paradoxe lié au contexte global actuel où prévaut la logique de l'économie capitaliste néolibérale, et dans lequel se trouvent confrontés les États. En effet pour tirer profit d'un tel régime économique, il leur a été nécessaire dans le même temps d'ouvrir leurs frontières et de les sécuriser ; de déréguler la circulation des biens et des gens pour favoriser l'afflux des richesses, et d'établir par ailleurs des enclaves à fort avantage comparatif pour attirer les industries et les « bonnes » catégories d'immigrés⁴ (pp. 80-83).

4. Bertrand Badie s'est interrogé lui aussi à ce sujet, en se demandant s'il fallait maintenir à tout prix une société fermée dans un contexte de mondialisation. Pour lui, la migration s'inscrit dans les symptômes évidents et banals de la mondialisation. Cette dernière en effet se joue des frontières et incite à la déterritorialisation, elle promeut l'interdépendance aux dépens de la souveraineté, elle renforce le métissage, elle densifie les communications et favorise la mobilité. Bertrand BADIE, *Nouveaux mondes. Carnets d'après Guerre froide*, Paris, Éditions du CNRS-Le Monde, 2012.

Tant que le capitalisme néolibéral conquerrait de manière triomphale le monde, l'argument utilisé habituellement pour perpétuer un tel système paradoxal était qu'il n'existait aucune solution alternative au « laissez-faire » et qu'aucun autre système politico-économique ne paraissait viable. Mais depuis la récente crise financière, la hausse massive du nombre de gens licenciés ou jetés à la rue démontre avec brutalité à quel point est fragile la richesse générée par un système financier complexe, difficile à comprendre et à réguler. Depuis lors, on croit déceler dans la rhétorique publique, tout au moins en Europe et en Amérique, la marque d'un certain infléchissement, d'une certaine aspiration à un semblant d'économie classique et administrée, alors qu'avant cet effondrement il était banal dans certains milieux de parler de « la fin du politique » et du « retrait du social » (pp. 84-85).

De même que la politique néolibérale triomphante de la « nouvelle » Europe a fondé sa légitimité sur la conjuration du « spectre » du migrant et de son destin de pauvre hère, en Afrique du Sud aussi la phobie des étrangers s'est cristallisée en une forte antipathie dirigée contre les « immigrés clandestins », assimilés généralement à des vautours économiques usurpant les emplois et les ressources, tout en traînant dans leur sillage la criminalité et la maladie, accusés de siphonner littéralement la richesse de la nation (p. 91). Mais des processus similaires sont manifestes dans toutes les régions du monde où l'on considère que les conditions d'existence de l'État-nation menacent d'entraîner la dissolution de ses frontières et leur ouverture à toutes sortes d'étrangers indésirables (pp. 97-99).

Quant à la « société civile », elle est apparue au tournant du millénaire comme la « grande idée » qui a quasiment viré à l'obsession planétaire, au point où il est devenu de plus en plus difficile de déterminer ce que le terme signifie vraiment, de dire s'il s'agit d'un objet ou d'un objectif concret, d'un objet abstrait ou d'une pratique politique. Bien plus, elle succombe à l'examen, étant plus de l'ordre d'une aspiration que d'une réalisation. Si les plus sévères peuvent reprocher à cette notion de confondre en un seul terme une catégorie analytique et un mot d'ordre idéologique, il faut admettre que la notion de société civile a été malgré tout un cri de ralliement remarquablement efficace dans le monde entier. Mais qu'est-ce qui en fait un mot d'ordre si efficace au tournant du millénaire et à quoi tient le fait que cette notion embrase de la sorte l'imagination morale ? Il faudrait, selon les auteurs, chercher sans doute des éléments de réponse en comparant les éléments de l'histoire du présent à celle du premier avènement du capitalisme à la fin du XVIII^e siècle (pp. 169-170).

Comme à la fin du XVIII^e siècle et d'une façon remarquablement similaire, l'idée de société civile émerge au début du XXI^e siècle au moment même où la fabrique du social, la possibilité de faire société, l'assise ontologique de l'humanité, la nature de la distinction sociale et l'essence de l'identité, sont dramatiquement mises à l'épreuve. Alors que dominant les paniques morales populaires, l'aliénation par les médias de masse, les crises de la représentation et la perplexité des chercheurs, la société civile, dans le second avènement du capitalisme, devient encore « bonne à penser », à faire signifier, à susciter l'action : moins elle a de contenu, plus ses référents sont vides, et plus elle répond à cette fonction. Aussi son extrême polyvalence et son indéfinition contribuent-elles, selon les Comaroff, à en faire une panacée (pp. 174-175).

En ce qui concerne les manières inédites de produire des richesses, elles prennent des formes diverses. Les auteurs sont ainsi partis d'une interrogation

sur la signification de la « prolifération » des zombies en Afrique du Sud. Avant même la fin de l'*Apartheid*, apparaissent dans les médias des accusations de sorcellerie et des pratiques sataniques à l'encontre des anciens faisant écho à une explication des malheurs de la vie quotidienne, consécutifs à la malveillance supposée des anciens, soupçonnés de faire travailler des morts-vivants afin de s'enrichir. Ils ont constaté, aussi bien avec leurs propres enquêtes de terrain que dans les histoires rapportées par les différents médias et la rumeur, qu'il y avait une augmentation notable des activités en lien avec l'enrichissement occulte, de nature violente pour la plupart, car indissociables d'accusations de crimes rituels, de sorcellerie et de zombification (pp. 137-138).

Pour les Comaroff, la prolifération des activités magico-religieuses en Afrique du Sud comme ailleurs, relèvent à l'échelle mondiale de ce qu'ils appellent les « économies occultes ». Dans plusieurs régions d'Asie, les économies occultes⁵ prospèrent en prenant des formes souvent déroutantes. Telle la voyance en Thaïlande qui s'est adaptée aux technologies globalisées et où la divination par *e-mail* est devenue une pratique courante pour prédire par exemple la faillite d'une entreprise, un éventuel chômage, ou le décrochage éventuel d'un emploi (pp. 137-138). Selon les auteurs, ces diverses activités magico-religieuses, en écho à l'esprit de « casino »⁶ caractérisant le capitalisme du tournant du millénaire basé sur la confiance dans les marchés financiers et la foi dans les probabilités, sont des techniques d'accumulation des richesses défiant toute raison pratique. Dans la mesure où la montée en puissance des marchés globalisés, des médias électroniques et du capital financier a contribué à créer les conditions d'une culture économique encline à spéculer sur le hasard, la salle de jeux est devenue exemplaire du fonctionnement du capitalisme, à savoir de la capacité « naturelle » du capital à produire de la valeur sans intervention humaine, à croître et à s'étendre de sa propre initiative, à récompenser la spéculation⁷ (p. 117). Cet esprit spécifique du néolibéralisme sonne pour eux la fin du désenchantement du monde (pp. 141-142).

Autour de la figure du zombie, les Comaroff ont pu développer une sociologie imaginative qui s'est cristallisée dans cette abstraction de l'économie occulte, abstraction qui a pris forme à force de voir sans cesse les mêmes manifestations : les histoires de zombification qu'ils ont recueillies au nord-ouest de

-
5. Ces activités incluent également les pyramides de Ponzi, le commerce de membres ou d'organes à des fins « magiques », les pratiques sataniques, l'exploitation touristique de sites hébergeant des monstres fabuleux, etc. On peut aussi y ranger les annonces pour la « divination en ligne » des journaux de la classe moyenne, les gros titres que consacre la presse nationale aux meurtres médicaux, les programmes télévisés qui mettent en scènes des histoires d'ensorcellement aux heures de grande audience, ainsi que ces « sommets de la sorcellerie » qui sont organisés plus souvent qu'à leur tour, etc. (p. 137).
 6. Susan Strange fut la première à utiliser l'expression « capitalisme de casino » en comparant le régime fiscal occidental à un vaste jeu de hasard. Susan STRANGE, *Casino capitalism*, Oxford, Blackwell, 1986.
 7. Même sur les marchés financiers américains, les investisseurs sont devenus « pré-disposés à jeter leur argent dans des montages censés rendre-riche-au-plus-vite ». Toutes ces inventions ont pour trait commun de faire miroiter une production de richesse à partir de rien. Elles défient la raison en promettant des bénéfices anormalement élevés — en prétendant générer une richesse indépendante des moyens de production, de la valeur exempte d'efforts (p. 141).

l'Afrique du Sud, revenaient toujours au « fait » que les personnes impliquées auraient transformé les autres en outils, interdisant de la sorte aux citoyens ordinaires de gagner leur vie et de fonder une famille ; autrement dit la discussion revenait sur les liens entre la sorcellerie et la pénurie d'emplois ou de perspectives d'avenir définies (pp. 56-57). En suivant ce flux discursif et en se demandant si les phénomènes de fabrication obscure de la richesse sans travail se limitaient à la seule région de leurs observations ou si ils s'étendaient beaucoup plus loin, ils ont progressivement constaté que l'écheveau de leurs références symboliques renvoyait également à la redéfinition des frontières pertinentes et des horizons transnationaux dans une Afrique du Sud néolibérale (p. 59). En effet, pour leurs interlocuteurs sur le terrain, l'économie occulte liait les pré-occupations, les activités et les relations locales à des forces indéchiffrables venues d'un dehors plus « global »⁸ (p. 59).

Pourtant, comme le montrent les auteurs dans leur autocritique, sans vigilance et sans reformulation de leur méthodologie, ce phénomène et l'anxiété qui l'accompagnait auraient pu être interprétés comme la simple expression de relations et de conflits locaux ayant mal tourné. Ainsi, pour eux aujourd'hui, la pratique ethnographique devrait notamment permettre d'élaborer une anthropologie à dimensions multiples qui viserait à rendre compte de la manière dont le local et le translocal se façonnent l'un l'autre (p. 64).

Jean et John Comaroff se livrent ici à une véritable analyse de ce que Jérôme David appelle « la déraison néolibérale ». Ce qui fait la force et la qualité de leur analyse anthropologique du capitalisme contemporain est qu'ils ne cèdent pas à la facilité de la simple dénonciation de ses méfaits. Mais bien au contraire, ils se livrent à une véritable analyse historique, comparative et critique. Le travail et la méthodologie des Comaroff interpellent les chercheurs en sciences sociales sur les manières d'appréhender les phénomènes qu'ils étudient aujourd'hui et de circonscrire leurs objets de recherche si « localisés » soient-ils, dans ce contexte de la mondialisation. Si les *Global studies*⁹ s'inscrivent comme nouveau champ des sciences sociales et comme une tentative de capter les tendances modernes à l'intégration mondiale, il n'en reste pas moins qu'elles sont encore loin d'avoir résolu cette question épistémologique du contenu et des contours des « totalités » nécessaires à la délimitation des cadres d'analyse et de contextualisation des activités menées par les gens.

Sylvie AYIMPAM

8. Historicisé et réinscrit dans son contexte culturel local, le flux discursif entourant le zombie présente donc des liens avec l'histoire du mouvement ouvrier, avec une peur envahissante de l'assujettissement et de la marchandisation des personnes et des relations sociales, avec les menaces qui pèsent sur la survie de mondes locaux soumis à la pression de forces mystérieuses venues du dehors, et avec des horizons et des attentes dus au redéploiement du capital (pp. 61-62).
9. En ce qui concerne l'anthropologie, Laurent Berger montre qu'il y a actuellement à ce sujet une opposition entre une *global anthropology* centrée sur le dépassement de la notion de « société » à l'échelle de l'histoire mondiale, et une *macro-anthropology* axée sur la reformulation de la catégorie « culture » à l'échelle de la planète. Laurent BERGER, *Les nouvelles ethnologies*, Paris, Nathan-SEJER, 2004.

DOUXAMI, Christine. — *Théâtres politiques (en) Mouvement(s), Les Cahiers de la MSHE*. Ledoux, Presses universitaires de Franche-Comté, 2011, 353 p., bibl., DVD.

Cet ouvrage réunit vingt-trois contributions rédigées par des théoriciens et/ou praticiens du théâtre et s'accompagne d'un DVD qui présente six performances contemporaines de théâtre politique. Il se propose, en prenant pour axe de référence temporel la fin de la Guerre froide, de rendre compte du caractère à la fois polymorphe et changeant du théâtre politique sans pour autant admettre l'idée d'irréversibilité entre un avant et un après. En effet, ce que s'évertuent à démontrer les contributeurs c'est que si le théâtre politique, qui a toujours revêtu des formes plurielles, est sujet depuis cet événement à un certain nombre de mutations provenant de facteurs à la fois endogènes et exogènes, ceci ne remet pas en question sa constance fondamentale : celle d'être un « théâtre engagé ». Néanmoins, ils remarquent que s'il reste un théâtre qui montre, parle, déstabilise et dérange, la modification des revendications liées à l'expression de cet engagement, soit parce qu'elles sont nouvelles soit parce qu'elles jouissent d'une visibilité nouvelle, contribue à expliquer certaines de ces variations. Pour le démontrer, l'ouvrage se structure en deux parties. Une première dans laquelle les contributeurs, au moyen d'une introspection historique, familiarisent le lecteur aux formes conceptuelles et esthétiques passées du théâtre politique. Une seconde qui lui permet, fort de cette connaissance préalable, de mesurer les évolutions du théâtre politique afin de mieux en saisir les spécificités contemporaines. Ainsi, le lecteur trouvera, au moins, trois intérêts à lire cet ouvrage.

Tout d'abord, chaque contribution participe à définir finement ce qu'est le théâtre politique, ce théâtre dont on sait qu'il a au cours du XX^e siècle bouleversé les formes théâtrales et contribué à l'évolution de la mise en scène sans que toutefois les non-spécialistes parviennent à en saisir toute la substance et les nuances. Or, ici les auteurs parviennent à dresser un panorama assez complet de ses formes diverses et variées tout en marquant la singularité du genre théâtral. En effet, ils montrent qu'inscrit au cœur des luttes (anti-impérialistes, ouvrières, féministes, immigrées, homosexuelles, altermondialistes, etc.) et des révolutions, ce théâtre militant s'est donné pour but de contribuer, à sa manière, aux combats d'émancipation de son temps. Mais ils démontrent aussi qu'il n'a jamais cessé d'inventer des solutions dramaturgiques et scéniques pour mettre en scène le présent : un présent à transformer. Ainsi, le lecteur comprend dans un premier temps que ce théâtre, héritier d'Erwin Piscator, de Bertolt Brecht et des troupes d'agit-prop soviétiques et allemandes, n'est pas un théâtre homogène mais un théâtre construit traversé d'options politiques et esthétiques diverses qui ont fait naître des « théâtres politiques ». Dans un second temps, que derrière cet aspect caoutchouteux, le concept de « théâtre politique » renvoie à un type théâtral bien précis, un théâtre mû par un même mot d'ordre, celui de l'engagement et que c'est en cela que se cristallise toute sa singularité.

Ensuite, s'il pouvait, à première vue, sembler un peu étrange au lecteur novice d'associer « théâtre » et « politique », les contributions réunies ici lui permettent très rapidement de dépasser cette gêne en lui livrant suffisamment d'éléments pour relever au contraire l'étroitesse de leurs liens et le caractère à la fois admiratif et conflictuel de leurs relations. D'abord, parce que l'État et les pouvoirs publics ont coutume d'assigner une place au spectacle vivant

lorsqu'ils le soutiennent, l'encouragent ou cherchent à le contrôler. D'autre part, parce que dramaturges et metteurs en scène traitent sur la scène des grandes questions qui agitent la cité. D'ailleurs, les derniers articles de l'ouvrage révèlent à quel point le comportement de nos politiciens contemporains, tout comme certains choix politiques, s'apprêtent parfaitement à une mise en scène théâtrale. Enfin, parce que l'ouvrage dans son ensemble met en lumière un certain nombre de points communs qui ne peuvent échapper au lecteur, notamment celui du jeu et du paraître, celui de l'affrontement, celui de montrer une réalité dans un discours construit ou encore d'être tous deux impliqués dans la vie de la cité.

Ce dernier point nous amène alors à relever son troisième mérite et pas des moindres, celui de présenter le théâtre politique comme un miroir de la société, voire comme une véritable science du social. Et ceci à juste titre puisque ce qui pousse les auteurs à dire que le théâtre politique connaît depuis la fin de la Guerre froide de profonds changements, c'est que le socle de son engagement c'est-à-dire ses revendications, se sont modifiées. Conséquemment aux évolutions de la société, nous serions donc passés d'un théâtre de propagande à un théâtre d'affirmation identitaire qui vise à combler un manque de reconnaissance (changement des revendications), à une dramaturgie du constat plutôt que du combat (modification des formes d'engagement), voire à un théâtre post-politique (B. Hamidi-Kim). La mise en perspective de cet élément permet alors au lecteur de saisir pleinement son caractère dynamique puisqu'il se rend compte que les regards et questionnements portés sur la société par le théâtre politique, parce qu'ils sont construits, évoluent inévitablement au gré du temps et des espaces dans lesquels il trouve à s'exprimer. Mais pas seulement. Il prend conscience que ces changements tiennent également à des données idéologiques, structurelles donc éminemment politiques. À ce propos, les contributions telles que celle de J.-M. Lachaud, critiquant la soumission des artistes à l'industrie culturelle, révèlent la puissance avec laquelle la logique libérale — parce qu'elle suggère l'arasement des imaginaires, l'uniformisation et la standardisation de la production artistique — met à mal « l'expérience esthétique », ce principe pourtant au cœur de son fondement et quasi existentiel. Un constat que le lecteur ne peut dès lors s'empêcher de transposer à d'autres secteurs d'activité tant certaines évolutions plus ou moins récentes lui rappellent avec force, qu'au-delà du théâtre politique, c'est une grande partie du milieu artistique (cinéma, musique) mais aussi intellectuel (recherche) qui semble affecté par la même logique.

Delphine LOUPSANS

DOZON, Jean-Pierre. — *Une anthropologie en mouvement. L'Afrique miroir du contemporain*. Versailles, Éditions Quæ, 2008, 272 p., ill., bio-bibl. de l'auteur.

Le livre de Jean-Pierre Dozon rassemble des articles écrits entre 1978 et 2006. Il serait pourtant réducteur de le considérer comme la simple reprise de textes où chacun puiserait à sa guise selon ses curiosités prioritaires. Les textes repris ici constituent les jalons d'une œuvre en marche dont ils présentent une vision synoptique. Leur articulation redessine un parcours qui trouve son impulsion

avec *La société bété. Histoires d'une ethnie*, publié en 1985, pour envisager ensuite une impressionnante diversité d'objets. À s'en tenir au plus objectivement manifeste, l'unité de ces recherches réside déjà dans l'omniprésence de la Côte-d'Ivoire, qui en constitue tantôt le cadre, tantôt le thème proprement dit. De la « monographie villageoise et ethnique » initiale sur les Bété de Côte-d'Ivoire aux réflexions sur les avatars du monde dit de la Françafrique ou encore de « l'État franco-africain » (p. 264), elle se définit elle-même comme une « anthropologie du contemporain » tout uniment occupée de penser l'Afrique en faisant « signe vers notre propre monde ». Le souci de questionner l'actualité s'y soutient d'une démarche qui, se décrivant volontiers comme une « inversion du regard », pourrait sembler apparentée à la conversion phénoménologique du regard, mais qu'on ramènerait à tort à une suspension méthodique du jugement. Si c'est bien à se déprendre des représentations européennes de l'Afrique qu'elle s'emploie, c'est aussi pour, en retour, compliquer les représentations que l'Europe se donne à elle-même de ses propres pratiques sur le continent africain.

Les textes, au nombre de seize, s'ordonnent autour de quatre questions majeures : la question ethnique, la question de développement, la question sanitaire et la question identitaire. Le volume se ferme sur une brève biographie intellectuelle et une bibliographie de l'auteur.

Les trois premiers textes, qui forment la première partie, se resserrent autour de l'ancrage initial du jeune anthropologue chez les Bété. L'atmosphère marxiste qui les enveloppait y commande à une interrogation portant sur diverses figures de la domination. Domination subie par l'Afrique, et surtout par les mondes ruraux africains ; rapports de domination, bien plus déterminants que ceux qu'entretiennent l'aîné et le cadet, de l'homme sur la femme, au sein desquels les éléments patrilinéaires connotent la séparation, qu'exige la domination, tandis que les éléments matrilinéaires connotent la solidarité. Reconsidérés aujourd'hui à la lumière des crises ivoiriennes, ces premiers travaux donnent à voir le processus, lourd d'avenir, de constitution d'une « idéologie d'autochtonie » (p. 55) qui identifie la présence d'allochtones à une « véritable colonisation » et s'érige en un attribut essentiel de l'ethnicité bété. C'est du reste à partir de l'observation de ce village bété que l'auteur fut précisément amené à s'inquiéter de la notion d'ethnie et de sa genèse dans le contexte colonial. La thèse de l'article de 1985, « Les Bété : une création coloniale », se trouve un peu plus tard, en 1989, relancée dans « L'invention de la Côte d'Ivoire ». Une mise en récit y souligne d'un trait fort que l'ethnicité bété coïncide, non avec une entité précoloniale, mais résulte d'« une performance ethnographique de l'État colonial », devenue elle-même un élément déterminant de l'histoire de la Côte-d'Ivoire dès lors qu'« elle s'est ensuite cristallisée au fur et à mesure que se développait l'économie de plantation (à travers la mutualité bété, puis des formations hostiles au PDCI), c'est-à-dire dans un champ de relations sociopolitiques et interethniques dont procède justement l'identité ivoirienne. L'ethnicité bété est donc sous ce rapport tout aussi bien ivoirienne » (p. 209). Cette reprise à nouveaux frais du concept d'ethnie témoigne du soupçon que porte sur ses propres catégories une anthropologie consciente de leur solidarité avec l'*imperium* européen. Comme elle inquiète l'héritage conceptuel, l'inversion du regard entraîne une réévaluation du regard que, de leur côté, les « développeurs » posent sur les « développés ». C'est du reste le même renversement réflexif qui préside chez J.-P. Dozon à la mise en œuvre d'une anthropologie du développement comme à celle d'une anthropologie médicale.

L'anthropologie du développement, l'auteur l'a menée en même temps qu'il étudiait la société bété. Il participait alors à l'un de ces grands projets d'indépendance alimentaire, dont il constate qu'ils se trouvent dorénavant supplantés par des projets de moindre extension. On pourrait, d'un mot, se risquer à dire à ce propos que comme J.-F. Lyotard a fait de la fin des grands récits la marque de la postmodernité, le « post-développement » (p. 68) aura en quelque sorte pris la relève des grands projets caractéristiques de la modernité. Or, tandis que le projet de développer la riziculture se heurtait à des « obstacles » que les « développeurs » jugeaient irrationnels, l'épreuve du terrain révélait, à l'inverse, l'irrationalité du projet lui-même. Les sciences sociales, déplore l'auteur, sont largement complices de ce point de vue. Inverser le regard, c'est alors s'insurger contre l'asymétrie de ce point de vue, et, retournant le reproche d'irrationalité contre ceux-là mêmes qui le formulent, mettre en évidence leur ignorance des enjeux politiques réels. Dans un premier temps, l'affrontement entre deux logiques passe par un geste de renversement, qui renvoie à l'irrationalité le diagnostic des « développeurs » lui-même. M. Merleau-Ponty, on s'en souvient, évoquait à propos de M. Mauss la perspective de ce qu'il désignait comme « une raison élargie ». Il reste qu'il ne s'agit en tout cas pas ici de postuler qu'une rationalité économique universelle rendrait compte sans reste des diverses logiques sociales. C'est l'un des acquis de l'anthropologie que d'avoir montré que les logiques sociales excèdent les motivations strictement économiques, et que la sphère de l'économique est essentiellement enchevêtrée à ces autres sphères que sont en particulier la parenté, le pouvoir et le sacré.

Le passage à l'anthropologie médicale, dans la troisième partie, se fait sans heurt dans la mesure où il obéit au fond à la même démarche. Plutôt qu'une anthropologie de la maladie, c'est une interrogation sur les discours occidentaux sur l'Afrique qu'y mène l'auteur. Ainsi l'accent est-il mis sur ce « personnage phare » que fut Eugène Jamot, dont la doctrine de lutte contre la maladie du sommeil constitue « une véritable leçon de colonisation » (p. 126). Les archives éclairent l'actualité : le même schème interprétatif s'applique adéquatement à l'étude de la maladie du sommeil (la trypanosomiase) et à l'étude du sida. En face des présuppositions culturalistes qui grevent les productions discursives de la recherche biomédicale, il faut dresser l'unité de ce qu'avec R. Horton, J.-P. Dozon nomme un « noyau rationnel » interdisant de séparer radicalement prévention traditionnelle et prévention moderne. Depuis l'époque coloniale, une dialectique de la tradition et de la modernité, une ambiguïté, disait G. Balandier, sous-tend « un pluralisme médical » (p. 143). À nouveau, l'inversion du regard permet, dans un second temps, dirais-je, de se retourner vers nos propres sociétés, pour y observer la place que s'y ménage également « un pluralisme thérapeutique » (p. 183) accueillant aux médecines alternatives, aux nouveaux mouvements religieux, etc.

C'est à articuler le religieux au politique que sont consacrées les analyses traitant, dans la quatrième partie, du prophétisme, auquel son nom est définitivement associé. En réalité, le phénomène du prophétisme intervient ici comme une pierre de touche : c'est en effet la Côte-d'Ivoire que thématisent ces derniers articles. Mais, alors qu'elle offre en quelque sorte la « toile de fond » (p. 187) d'une bonne part des analyses réunies dans les autres parties du livre, la Côte-d'Ivoire, et plus précisément la problématique de l'identité ivoirienne, occupe le centre même de cette quatrième partie. Les analyses que J.-P. Dozon développe à propos du « nouveau prophétisme » de Gbahié Koudou réactivent l'idée

classique d'un lien entre prophétisme et crise. Ce qu'il appelle « la geste » de Gbahié Koudou, apparaît au milieu des années 1980 comme « singulièrement annonciatrice de la très grave crise qui allait bientôt toucher l'ensemble de la société ivoirienne » (p. 256), entamant le « miracle ivoirien » après plusieurs décennies de pouvoir d'Houphouët-Boigny. La confrontation du prophétisme néo-traditionaliste Gbahié Koudou, qui prenait en somme acte de ce que les promesses du progrès n'étaient pas tenues, avec le prophétisme plus ancien du Libérien W. W. Harris, permet de dégager fortement deux interprétations symétriques et inverses de la modernité. Le prophétisme d'Harris anticipait la « modernité enchantée » de la Côte-d'Ivoire d'Houphouët-Boigny ; celui de Gbahié Koudou allait anticiper son évolution postérieure, et en particulier l'affirmation de « l'idéologie de l'ivoirité » et de « l'autochtonie politique ». Mais dans les deux cas, et s'agissant de Harris plus encore, peut-être, que de Gbahié Koudou, le constat s'impose que ces visions opposées de la modernité témoignaient d'une ambivalence qui, décidément, résistait aux conceptions erronées que l'Occident s'en donnait. En profondeur, en effet, cette modernité continuait d'être travaillée par cela, magie et sorcellerie, dont elle entendait se déprendre et qui revint à la déstabiliser quand les espoirs mis dans le progrès furent déçus.

L'un des apports de ce recueil réside dans la réflexion de l'auteur sur son trajet, sur le mouvement le traversant, et qui, plus largement, donne à voir le mouvement qui, depuis les années 1970, anime la recherche en africanistique. Sans jamais faire fi de l'héritage de l'anthropologie, ces études scrutant l'Afrique comme un miroir où se refléterait le monde contemporain, et dont plusieurs sont devenues des références absolument incontournables, s'ouvrent au plus vif de la pensée en cours. Ainsi, l'entreprise commencée dans un champ épistémologique largement marqué par le marxisme, et notamment par le travail de C. Meillassoux, s'éprouve plus tard au contact de la pensée de M. Foucault, et elle s'élabore dans le dialogue avec ses contemporains, dont G. Balandier, bien sûr, qui dirigea sa thèse de doctorat soutenue en 1981, ou encore, parmi bien d'autres, D. Fassin, M. Augé, B. Latour. Outre leur intérêt intrinsèque, ces différents articles esquissent la construction narrative d'une identité personnelle. Un même fil, tiré dans l'après-coup de cette rétrospection, fait apparaître ici la figure mouvante mais ferme d'une anthropologie résolument réflexive et critique.

Anne MÉLICE

ENGLERT, Birgit & DALEY, Elizabeth (eds.). — *Women's Land Rights and Privatization in Eastern Africa*. Suffolk, James Currey (« Eastern Africa Series »), 2008, 179 p., bibl., index.

En 2003, une conférence sur les droits fonciers des femmes en Afrique australe et de l'Est, organisée par la FAO et Oxfam, constatait que les politiques de privatisation des droits fonciers risquaient de fragiliser l'accès des femmes à la terre et soulignait le besoin de recherches plus approfondies. Près d'une dizaine d'années après, cet ouvrage confirme le constat avec une démonstration à la fois engagée et nuancée, à partir d'une série d'études de cas empiriques, dans différents pays

d'Afrique de l'Est (Tanzanie principalement, mais aussi Kenya, Ouganda, et Rwanda), proposées par de jeunes chercheurs/chercheuses et activistes, africain(e)s et européen(ne)s.

Mobilisant de façon systématique une grille d'analyse en termes de genre, mais sensibles aux multiples clivages sociaux, ethniques, de classes, de statut, les auteurs explorent différentes facettes de la problématique de l'accès des femmes à la terre, dans des contextes de pluralisme normatif, entre régulations coutumières souvent largement reconfigurées et interventions publiques. Ils s'interrogent sur les effets des politiques de privatisation et de formalisation des droits fonciers sur les femmes, en fonction des politiques nationales, mais aussi des contextes sociopolitiques locaux, grâce à une contextualisation fine des rapports de genre et des dynamiques agraires et foncières locales.

Birgit Englert et Elizabeth Daley posent en introduction la problématique, en soulignant que privatisation ne signifie pas nécessairement individualisation et que l'offre de formalisation des droits peut avoir des effets contradictoires en fonction des contextes et des choix de politique foncière. Cherchant à « mettre de la vie dans les théories mortes sur les droits de propriété en Afrique », Célestine Nyamu-Musembi résume de façon classique mais bienvenue les critiques théoriques et empiriques questionnant l'idée d'un lien mécanique entre formalisation des droits et productivité agricole et s'interroge sur le retour de cette thèse au début des années 2000, après une dizaine d'années d'éclipse.

Suivent une série d'études de cas, centrées sur des problématiques spécifiques. À partir du cas tanzanien, Ingunn Ikdahl s'interroge sur les avancées et limites de la législation foncière et sur l'apport d'une perspective en termes de droits pour légitimer les droits fonciers des femmes et questionner les normes coutumières qui restreignent en particulier leur droit à l'héritage.

Analysant les dynamiques foncières dans un contexte d'influence urbaine et de rapide marchandisation de la terre, en Tanzanie, Elizabeth Daley montre que le développement du marché foncier n'érode pas directement les droits fonciers des femmes, mais accentue les inégalités liées à la richesse. Face au risque que leurs époux vendent la terre sans leur accord, à la pauvreté qui oblige aux ventes de détresse, les femmes sont dans des situations très variées, en fonction de leur âge, de leur statut social local, de leur éducation, de leur accès aux institutions foncières locales. Elles mettent en œuvre des stratégies de sécurisation elles aussi variées, s'appuyant selon les cas plus sur les autorités coutumières ou sur l'accès à la formalisation de leurs droits, que seule une minorité réclame.

Birgit Englert montre la flexibilité des rapports fonciers coutumiers dans la région de Morogoro, en contexte matrilineaire. Là encore, le principal risque pour les femmes est la vente, par leur mari, des terres qu'il possède. L'offre de crédit n'est guère utilisée de peur de perdre sa terre, et la base de subsistance qu'elle permet.

Judy Adoko et Simon Levine montrent les contradictions de la politique foncière ougandaise qui, pour la première fois, reconnaît les droits coutumiers mais en même temps est clairement orientée vers l'individualisation foncière et le développement du marché foncier, supposés être une condition de modernisation agricole. Dès lors, les femmes ne peuvent guère s'appuyer sur le droit et les institutions étatiques, pas plus qu'elles ne peuvent vraiment se référer à des institutions coutumières qui réduisent leurs droits à des droits d'usage.

Samuel Ong'wen Okuro discute les impacts du VIH-Sida sur les droits fonciers des femmes et des enfants à l'est du Kenya, région particulièrement touchée par la pandémie. Aux ventes de détresse pour payer les frais de santé, s'ajoutent les difficultés à faire valoir leurs droits face à leur belle-famille, laissant les veuves et leurs enfants particulièrement démunis, si elles ne trouvent pas un parent pour leur accorder une parcelle. Dans un contexte de forte pression foncière, les normes coutumières offrent une opportunité aux parents des hommes décédés pour expulser les veuves et leurs enfants.

An Ansoms et Nathalie Holvoet décrivent des processus similaires d'exclusion au Rwanda, du fait de la très forte pression démographique, et des bouleversements fonciers liés au génocide. La loi affirme une égalité de genre, interdit les ventes sans accord de l'épouse, mais ces mesures sont contrebalancées par le fait que seules les épouses légales et leurs enfants sont pris en compte par la loi, qui ignore la diversité des formes d'unions et la persistance d'une polygamie interdite par le code de la famille. Dès lors, les secondes épouses, les femmes mariées selon les coutumes, les concubines, sont en situation particulière difficile et ne peuvent s'appuyer sur la législation, d'autant que celle-ci est ambiguë et que les mesures prévoyant un seuil minimum de surface vont contre la sécurisation foncière des femmes, souvent peu dotées en terre.

Adoptant un point de vue engagé, le dernier chapitre discute les mesures susceptibles de contribuer à une sécurisation foncière des femmes. Prenant acte des évolutions de la dernière décennie, il met en avant l'importance de dispositions constitutionnelles et législatives affirmant le principe d'égalité entre les sexes et l'absence de discrimination, et l'enjeu de dispositions juridiques favorisant l'enregistrement conjoint des terres au nom du ménage, l'interdiction de ventes sans autorisation des ayants-droits, etc. Mais de telles mesures n'ont d'impact que si elles sont portées politiquement, si les institutions de gestion foncière ont mandat de les mettre en œuvre, si les femmes en ont connaissance et sont en mesure d'en réclamer l'application, ce qui est encore rarement le cas. Les auteurs en appellent donc à la mobilisation de la société civile pour cela. Par ailleurs, ils soulignent le caractère ambivalent des institutions coutumières qui à la fois demeurent souvent le principal recours des femmes (faute d'accès effectif aux dispositifs publics), et sont en même temps des outils d'exclusion. Prenant acte du caractère structurel du pluralisme normatif, ils appellent aussi à pousser les instances coutumières à internaliser des principes de non-discrimination.

Loin des stéréotypes trop fréquents sur « femmes et foncier », cet ouvrage décrit de façon fine la situation foncière des femmes, dans le jeu entre normes coutumières et dispositifs publics. Il montre que les évolutions démographiques et économiques tendent à aggraver la situation des femmes, mais que la marchandisation de la terre a des effets ambivalents. Il montre que l'impact des politiques de privatisation dépend, outre de ces dynamiques, des dispositions qui sont ou non prises pour assurer la protection des droits des femmes, et de la volonté politique réelle de les rendre connues et appliquées. Sans équivalents en langue française, c'est aussi un beau plaidoyer sur l'importance d'analyses fines et « genrées » pour préparer ou évaluer les politiques foncières.

Philippe LAVIGNE DELVILLE

GLASSMAN, Jonathan. — *War of Words, War of Stones: Racial Thought and Violence in Colonial Zanzibar*. Bloomington, Indiana University Press, 2011, 414 p., bibl.

Writing the history of a place, Zanzibar, where contentious and competing distortions of the past are pervasive today, where facts are reinvented to fit contemporary needs and claims, and where homespun nationalist history has long prevailed over the history of academic historians, is not an easy task. Jonathan Glassman proves up to it, though his work may not please local amateur historians. In *War of Words, War of Stones*, the author, a historian at Northwestern University who was much applauded for a previous book about rebellion and violence on the Swahili coast of Eastern Africa, aims to explain the birth of racial thought in Zanzibar in the 1950s and its violent impact on the population of this tiny Indian Ocean archipelago off the East African coast, today part of Tanzania. The book is first and foremost a political and cultural history of the last decade before independence, whose detailed and finely-depicted intricacies, grounded in numerous archival sources and interviews, are explored over 379 pages (text and references) and eight chapters. As such, it is an incisive contribution to the understanding of the Zanzibari recent past which will fulfil the expectations of scholars working on this area today. But the book is more than that: it boldly engages with current theoretical debates on the determining actors and factors—ideas and discourses in the first places—that shape the past, most especially giving insight into the processes that trigger violence. The question of how discourse shapes subjectivities and, in a situation where real or imagined fears of the Other are internalized, can (but not inevitably) lead to massacres guides the reader throughout the text. Glassman again explores the theme of violence which constituted the central topic of *Feasts and Riots*, employing a similar method: starting from a major violent event, here the pogrom of people of Arab origin in June 1961, he tracks the causes and the conditions of this event in a past of increased economic differentiation, social distinction, political struggles and, above all, ideological manipulation—in the case of Zanzibar, the construction, politicisation and opposition of two “races”, to refer to locally-built identity categories in use, “Africans” and “Arabs”. As such, *War of Words, War of War* is of interest not only to historians but also to sociologists, political scientists and anthropologists interested in unraveling the threads of wide-scale violence.

Opposing a trend represented by the work of Mahmood Mamdani on the Rwandan genocide that contends that in Rwandan society, “races” were invented by the colonizer, Glassman argues that the rise and increased pervasiveness of racial thought in Zanzibar is not the result of the sudden import of a foreign notion (“race”) by the European colonial powers (chapters 1 and 2). He demonstrates that, rather than being the product of colonialism, racial thought emerged from the work of homegrown nationalist intellectuals who, in the debates and disputation of the years 1957-1964 when political parties were created and the prospect of independence at reach, “created a locally hegemonic discourse of racial difference” (p. 7). By stressing the crucial role of the literati in articulating and disseminating racial thought in colonial Zanzibar, the author clearly opposes two trends in social sciences theory, one that sees the state as an all-powerful actor in its search for hegemony, the other inspired by subaltern studies that tends to make common people the sole driving force in society.

He shows that the local lettered created this pervasive discourse by turning a blind eye to an age-old history of ethnic fluidity and racial indeterminacy in a cosmopolitan archipelago characterised by continuous waves of migration throughout the Indian Ocean (chapter 2). They essentialized existing social categories which had arisen from the political economy of Zanzibar—based upon the slave trade and plantation economy—and from the emergence of the state, a sultanate, led by an indigenized yet ideologically Arab-centred Omani aristocracy. This discourse of racial difference polarized Arab-ness and African-ness on the ground of their incommensurable cultural (Arabic way of life) and religious (the practice of Islam) patterns with the objective to promote different conceptions of belonging and nationhood (Chapter 3 to 5). The “bombardment of words” of distrust, insult and humiliation, through the press in the late 1950s and early 1960s (chapter 5) both by the Afro-Shirazi Party (ASP), which posited itself as the spokesman of Africans, and by educated members of the Zanzibar Nationalist Party (ZNP), scions of Arab families who defended Zanzibar “civilisational” nationalism by referring to the Islamic culture of the Arabian Peninsula, is identified as the root of the wide diffusion of racial thought in Zanzibari society and its exacerbating divisive impact. Associated with the diffusion of stereotypes and rumours which created “discursive spirals of reciprocal dehumanization” in the population (p. 212), such exclusionary racial thought resulted in a general atmosphere of mutual hatred. Intense fears arose that the Other, built as a cruel, revengeful and bloodthirsty individual, would take up arms first. Internalized in people’s subjectivities, those fears finally led to two major pogroms in the islands in post-election contexts: in June 1961, such a pogrom took the life of 68 people of supposedly Arab origins, while in January 1964, anchored anxiety degenerated into the mass violence of the “Revolution” after the newly elected government of independent Zanzibar was overthrown and replaced by the ASP regime of President Karume. Both events targeted groups of populations regarded as alien, that is, people of Arab, Indian and Comorian origin (Chapter 7, 8). Glassman’s thesis undeniably asserts the agency of homegrown thinkers and their role in producing socially efficient narratives that are consonant with ordinary people—hence contributing to orientate their action. A *foule-en-action* is therefore not simply moved by “political tensions” or “extreme poverty”, or even straightforward “manipulation”, as some common sense made social theory has long assumed: collective action necessitates a specific configuration within which the rhetoric produced by local intellectuals resonates with a cultural repertoire of ideas, values and principles that undergird conceptions of morality, justice and ethics. The conclusion, which states that racial thought still prevails in contemporary political battles in Zanzibar, reveals how much the dark past of racial thought and violence the Isles, far from falling into oblivion, lurks under the surface.

Marie-Aude FOUÉRE

GREEN, Toby. — *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*. Cambridge, Cambridge University Press, 2012, 333 p., bibl.

MARK, Peter & DA SILVA HORTA, José. — *The Forgotten Diaspora. Jewish Communities in West Africa and the Making of the Atlantic World*. Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 262 p., bibl.

Ces deux ouvrages, dont le sujet est proche, sont présentés ici non par ordre de parution, mais selon la tranche chronologique traitée, les xv^e et xvi^e siècles pour le premier, et le xvii^e siècle pour le second. Ceci entraîne une diversité des sources utilisées : les deux ouvrages ont fait largement usage des archives très riches de l'Inquisition ; mais le premier travaille essentiellement sur les sources portugaises (quasi les seules existantes en tous les cas pour le xv^e siècle), tandis que le second, sur un sujet plus pointu, fait feu de tout bois en enquêtant aussi dans les sources néerlandaises et surtout britanniques.

Le tout révèle un pan quasi ignoré de l'histoire luso-africaine, en tous les cas du lecteur français sinon par le travail précurseur d'Antonio Mendes de Almeida (2007), en instance de parution¹⁰. On avait, en effet, jusqu'à présent, eu tendance à privilégier, compte tenu des travaux de Thornton¹¹, le rôle pionnier de la côte congolaise et du port de Loanda dans la traite brésilienne du xvi^e siècle. Cela a fait négliger le fait que cette histoire a commencé un siècle plus tôt le long de la côte sénégalienne. L'histoire de l'esclavage et de la traite de l'Atlantique au xv^e siècle fut exclusivement luso-africaine, puisque les Portugais avaient le monopole de la navigation le long des côtes d'Afrique et que l'Amérique ne fut approchée qu'à partir de 1492. Jusqu'au milieu du xvii^e siècle, au moment où l'économie de plantation sucrière fut exportée des îles de Saõ Tomè vers le Brésil, la traite atlantique *stricto sensu* ne fut pas le trafic majeur de la traversée. Elle eut lieu surtout entre la côte sénégalienne, le Portugal et les îles environnantes¹².

Toby Green, dans une étude d'une richesse documentaire impressionnante, se consacre à l'histoire du rôle de l'archipel de Capo Verde dans cet essor économique et culturel. Car les deux vont de pair : les Portugais ont occupé des îles jusqu'alors désertes (aussi bien celles du Cap-Vert que Saõ Tomè). Marins et négociants, quasi tous de sexe masculin, ont importé femmes et esclaves depuis la côte sénégalienne ou celle de la Guinée. Une société créole métissée s'est mise en place très tôt. Les échanges sont devenus bilatéraux entre îles et côte, avec des intérêts liés entre partenaires, quelle que soit leur origine, africaine ou portugaise. S'est ajoutée à cela l'importance numérique des « nouveaux chrétiens », c'est-à-dire des juifs portugais convertis par force, puisque

10. Antonio MENDES DE ALMEIDA, *Esclavages et traites ibériques entre Méditerranée et Atlantique (XV^e-XVII^e siècle) : une histoire globale*, Paris, Thèse de doctorat, EHESS, 2007. Les trois auteurs analysés dans ce compte rendu ont eu accès à son travail.
11. John K. THORNTON & Linda HEYWOOD, *Central Africans, Atlantic Creoles, and the foundation of the Americas 1585-1660*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
12. Antonio MENDES DE ALMEIDA, « Les réseaux de traite ibérique dans l'Atlantique nord (1440-1640) », *Annales*, juillet-août 2008, 4, pp. 739-768. « De la Méditerranée à l'Atlantique. Les traites modernes en perspective », *Les Anneaux de la Mémoire*, 13, 2010, pp. 287-306.

la reconquête a banni du Portugal la religion juive, et que l'Inquisition n'accordait aucune indulgence aux « nouveaux chrétiens » toujours soupçonnés de n'avoir pas renoncé à leur religion primitive. La majorité des juifs de la diaspora étaient pauvres. Originaires pour la plupart de l'Algarve, région la plus méridionale et la plus chaude du Portugal, ils ont cherché à émigrer vers des zones de climat comparable : la côte marocaine, le reste de l'Afrique du Nord, et les archipels des Canaries et du Cap Vert. Parmi eux se trouvaient aussi une minorité de financiers et d'hommes d'affaires qui joua son rôle dans un des commerces dominant à l'époque : la traite des esclaves. La plupart de ceux-ci étaient commercialisés sur la côte africaine ou envoyés au Portugal. D'où le contrôle tatillon de l'Inquisition qui chercha continûment à repérer et châtier les juifs dissimulés (et donc l'intérêt pour les historiens de dépouiller les très nombreux procès intentés à ce propos). Il reste difficile d'évaluer le nombre des nouveaux colons du Cap-Vert. Une cinquantaine peut-être constituait au xv^e siècle la bourgeoisie d'affaires capverdienne, dont probablement la moitié composée de ces « nouveaux chrétiens ». L'intérêt de l'ouvrage est non seulement d'expliquer le processus, mais aussi de reconstituer l'évolution de la progression des contacts luso-africains qui, d'abord centrés sur le Cap-Vert, se généralisèrent au xvi^e siècle sur la côte africaine, en progressant depuis la côte sénégalaise jusqu'aux Rivières du sud (Guinées actuelles). Des relations se nouèrent avec les principautés locales impliquées au même titre dans ce commerce, principautés ou chefferies dont le pouvoir bascula progressivement des uns aux autres en fonction de rapports de force changeant entre peuples concurrents, tous impliqués dans le trafic dominant de la zone. On se trouve donc face à une histoire détaillée à la fois des modalités de la traite, et des ressorts politiques internes des sociétés africaines, autour de la constitution d'une culture commune luso-africaine qui a laissé des traces profondes ; ainsi s'explique, par exemple, le fait qui étonna tellement les Anglais et les Français, nouveaux venus au xvii^e siècle, stupéfaits d'entendre, au cœur de la Sénégambie, des Africains très noirs leur expliquer qu'« ils étaient Portugais¹³ ».

L'ouvrage de Peter Mark prolonge le même genre d'étude pour le xvii^e siècle¹⁴. À la différence de Toby Green qui étudie dans son ensemble la formation de la culture luso-africaine tout en centrant une grande part de son analyse sur la population et le rôle des îles du Cap-Vert dans les siècles précédents, il circonscrit son sujet au seul groupe des « nouveaux chrétiens ». Ils sont étudiés de façon approfondie sur le cas de deux ou trois communautés (de quelques dizaines d'individus au plus) qui se sont installés entre 1608 et 1635 chez les Ouolofs et les Sérères de la petite Côte du Sénégal. Mais le principe et l'objectif sont similaires : analyser l'émergence d'une culture africaine hybride, cette fois-ci davantage judéo-africaine que luso-africaine. Le rôle répulsif de l'Inquisition demeure, mais il est nettement moins opérant sur le continent que sur les îles, dans une région et dans un temps où les affaires sont moins soumises aux intérêts portugais qui ne sont plus les seuls acteurs européens. Les « nouveaux

13. Peter MARK, *Portuguese Style and Luso-African Identity. Precolonial Senegambia, Sixteenth-Nineteenth Centuries*, Bloomington, Indiana University Press, 2002.

14. À nouveau, le thème a été introduit par Antonio MENDES DE ALMEIDA, « Le rôle de l'Inquisition en Guinée, vicissitudes des présences juives sur la petite côte (XV^e-XVII^e siècles) », *Revista Lusofona de Ciencia das religiões*, III (5-6), 2004, pp. 137-155.

chrétiens » implantés sur la côte n'ont donc plus à se cacher. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils reviennent ouvertement à leur religion primitive. Or, pour être reconnu juif, il fallait observer le rituel de la circoncision sous l'autorité d'un rabbin. Comme la présence rabbinique fut loin d'être régulière en Afrique, intérêts religieux et économiques se conjuguèrent pour tisser des liens étroits entre la côte sénégalienne, les réseaux capverdiens locaux et régionaux, le Maroc (qui fournissait les armes blanches recherchées dans ce commerce) et Amsterdam et Rotterdam (où les juifs d'Afrique devaient se rendre pour être circoncis), en un temps où les intérêts hollandais en Afrique étaient à leur apogée. C'était donc, là encore, l'occasion de l'émergence d'une culture hybride ancienne qui fait désormais partie de l'héritage sénégalien. Cette fluidité des identités, caractéristique des débuts de la culture atlantique, est devenue de plus en plus improbable avec la prégnance de la « *colour-bar* » qui s'est accentuée dans les siècles suivants pour culminer à l'époque coloniale.

Les précisions apportées par ces deux ouvrages complémentaires sont essentielles pour saisir l'ancienneté et la complexité des hybridations culturelles de la zone. Accessoirement, elles sont aussi nécessaires pour dissiper cet absurde malentendu parfois diffusé de nos jours, selon lequel les juifs auraient joué un rôle dominant dans la traite des esclaves. Les juifs portugais ont été condamnés à l'exil par l'Inquisition catholique. Ils n'ont pas eu le choix, et la plupart d'entre eux en ont grandement souffert. Rien d'étonnant néanmoins à ce que, parmi les négriers de l'époque pré-moderne, certains négociants juifs aient trouvé leur place dans le trafic le plus rémunérateur de l'époque, la traite des nègres. Comme les autres acteurs économiques du temps, ils ont contribué, à leur façon, à susciter de nouveaux espaces culturels. C'est pourquoi, encore de nos jours, comme il existe des Africains chrétiens, il existe aussi, depuis plusieurs siècles, des Africains juifs en Afrique, à Amsterdam, en Amérique espagnole et au Brésil, issus d'histoires connectées de longue date.

Catherine COQUERY-VIDROVITCH

HÉRITIER, Françoise. — *Retour aux sources*. Paris, Galilée (« Contemporanéités »), 2010, 198 p., bibl.

Une fois de plus, Françoise Héritier publie un livre majeur dont le « ton posé, calme, modeste », pour reprendre les mots utilisés par Emmanuel Terray¹⁵ à propos de *L'exercice de la Parenté*¹⁶, « n'en laisse nullement pressentir l'importance ». Sous un autre titre, ce *Retour aux sources* aurait pu être le premier ouvrage en son nom propre de l'auteure qui, avant de devenir une des meilleures théoriciennes de l'anthropologie, a été une ethnographe hors pair. C'est en effet en 1978 ou 1979 que Françoise Héritier a rédigé, d'une écriture méticuleuse, sa longue et primordiale expérience de terrain chez les Samo de Haute-Volta (futur Burkina Faso) ; une expérience qui, tout au long de sa carrière, n'allait cesser d'être une source d'inspiration. Dans cette monographie jusqu'ici inédite,

15. Emmanuel TERRAY, « Sur l'Exercice de la parenté », note critique, *Annales ESC*, 259, mars-avril 1986, pp. 259-270.

16. Françoise HÉRITIER, *L'exercice de la parenté*, Paris, Gallimard (« Hautes Études »), 1981.

où se laisse sentir la consigne maussienne en faveur d'une description « totale », tout était déjà là, dans l'œuf, de ce qui allait devenir les thèmes majeurs de sa réflexion théorique. Le lecteur fera moisson de maintes informations sur la culture matérielle de la région, sur la pluviométrie, l'agriculture, le droit foncier, l'habitat, l'architecture (jusqu'aux bois des charpentes), la profondeur des puits, la cuisine, les teintures végétales, les scarifications érotiques, la lutte, la botanique (l'auteure a travaillé avec un spécialiste voltaïque), les statuts des forgerons, celui des albinos, les « maîtrises » (aux caractères antinomiques) de la Terre et de la Pluie, la « mécanique des fluides », les mœurs sexuelles, l'organisation des mariages et j'en passe. Toutefois, malgré la densité du livre, jamais les informations ethnographiques n'étouffent son enjeu majeur, qui est « d'interroger de l'intérieur un système africain de pensée (et d'actes qui accompagnent cette pensée) fondé sur l'idée d'une osmose entre les registres adjacents du cosmos, du corps biologique et du corps social où tout se tient, où tout acte, tout événement a des répercussions dans le registre où il est accompli ou dans un des deux autres » (p. 186).

La coupe synchronique n'encourt pas le reproche d'*allochronie*, souvent formulé à l'égard des monographies¹⁷ : la dimension historique, notamment l'influence croissante de l'islam, n'est, en effet, pas ignorée. L'impuissance des croyances et des pratiques traditionnelles pour expliquer et résoudre les nouveaux problèmes vitaux étant reconnue, la conversion à l'islam est, d'une certaine manière, considérée comme le pas premier et la condition nécessaire pour accéder au monde nouveau, au modernisme, au développement et à la réussite individuelle. Pour massive qu'elle soit, cette conversion n'exclut pas le maintien de certains sacrifices ; maintien localement dû à la pression des femmes qui sont davantage que les hommes réfractaires à l'islam (pp. 29, 52, 53).

Les Samo, qui sont d'origine mandé, distinguent eux-mêmes trois aires dialectales correspondant aux appellations Sane *maka*, Sane *matya* et Sane *maya* (p. 55). Ils appellent les commerçants *yarse* et les dioula *yuru* (islamisés), savent fort bien qui sont les San ou Samo ; et pour l'observateur extérieur, l'unité du groupe semble évidente. Aussi, l'auteure admet-elle la notion de « culture ethnique » (p. 30), tout en reconnaissant qu'on peut « devenir Samo ». Bien qu'il s'agisse d'une société segmentaire, marquée par quelques tentatives de fédérations politico-guerrières (pp. 109, 111), nous ne sommes pas non plus en présence d'un corps social égalitaire. À la fin des années 1940, Claude Lévi-Strauss avait déjà découvert en la prohibition de l'inceste un premier « universel culturel ». À son tour, forte de ses réflexions sur l'ethnographie samo, F. Héritier allait mettre en évidence un second « universel culturel » qu'elle allait appeler la « valence différentielle des sexes »¹⁸ et qui est au fondement de la domination masculine. Or, dès ses premières enquêtes de terrain, Françoise Héritier observait déjà chez les Samo différents aspects de cette domination : à l'occasion de l'étude des termes de parenté, des faits d'éducation et de la théorie de la personne. Les filles, par exemple, « doivent apprendre dès leur bas âge que la frustration et l'attente seront leur lot dans la vie » (p. 49). L'auteure trouve également une illustration de cette inégalité fondamentale dans l'autel de fécondité

17. Johannes FABIAN, *Time and the Other*, New York, Columbia University Press, 1983.

18. Françoise HÉRITIER, *Masculin, Féminin. La pensée de la différence*, Paris, O. Jacob, 1996.

entretenu par les hommes, qu'elle considère comme une entreprise masculine pour se rendre bienveillante une « nature » féminine collective réputée fondamentalement hostile à l'emprise des hommes. On apprend d'ailleurs que tous les cas d'infécondité de couple sont imputés aux femmes¹⁹. Mais l'inégalité des sexes n'est pas la seule, car sous l'apparente égalité des communautés, de fortes inégalités statutaires se laissent percevoir, l'opposition aînés/cadets, la compétition pour le prestige marquent également l'organisation sociale.

Si l'essentiel du livre respecte l'écriture du manuscrit de la fin des années 1970, dans sa conclusion, établie en 2010, Françoise Héritier résume le sens que revêt pour elle le travail d'ethnologue, en assumant franchement, cette fois encore, l'acte qui consiste à écrire la culture d'autrui. Parmi les Samo, écrit-elle, « tous savent utiliser un système de pensée dont personne n'est capable de dire le tout. Et c'est le travail de ce visiteur non naïf qu'est l'ethnologue de nouer ensemble ses observations — ce qu'il a vu, entendu, senti, touché —, de partir de situations très concrètes, pour mettre au jour des associations d'idées, les mécanismes de la pensée, la philosophie générale d'un ensemble coordonné et fortement charpenté, né de la même manière de l'observation et de l'interprétation des Samo eux-mêmes à partir de ce que leurs prédécesseurs ont vu, entendu, senti, touché, sans que ce travail interprétatif, pour logique et rationnel qu'il fut et continue d'être, ait exigé qu'une somme axiomatique soit apprise par les individus » (p. 183). Cette citation très dense contient, me semble-t-il, une critique discrète de l'axiomatique griulienne, mais aussi, sans que ces textes soient mentionnés, une réponse à *Writing Culture*, ensemble de textes réunis par James Clifford et George Marcus en 1988²⁰, qui a exercé une influence considérable sur la pratique de l'ethnologie ces vingt dernières années. Sur le terrain, nul acteur, observe Françoise Héritier n'est, en effet, à même d'exprimer en un discours englobant l'ensemble des discours partiels qui composent l'idéologie (p. 26). La position en surplomb, qu'assume pleinement une ethnologue qui ne renie ni les acquis de la discipline, ni le caractère cumulatif du savoir, ni les gains d'intelligibilité rendus possibles par la démarche comparative, ne l'empêche d'apprécier les grandes capacités intellectuelles de ses « informateurs » : leur savoir immense sur leur propre culture, leur bon usage de la réflexion, leur reconnaissance de la part des incertitudes et des doutes. De ses rapports avec Gule Zo, son interprète apprécié de tous, Françoise Héritier conclut avec une franchise rare et une certaine humilité : « J'ai vécu en quelque sorte sur son capital » (p. 48). Ces mises au point ont l'avantage de préciser les rapports de l'anthropologue à la fameuse « théorie indigène » car une organisation conceptuelle se dégage autour des quatre éléments constituant le cosmos, dont l'équilibre est considéré comme nécessaire au bien commun, de la prééminence en valeur du chaud et du masculin. Une organisation conceptuelle qui ne constitue pas une philosophie abstraite détenue par quelques sages, mais qui règle les actes sociaux et est présente dans tous les comportements ordinaires de la vie

19. Sur ce point l'ensemble des écrits de Françoise Héritier m'a influencé car mes recherches dans une société très comparable aux Samo, de l'autre côté de la frontière avec le Mali, corroborent l'interprétation de cette auteure et confirment sa pertinence bien au-delà d'une identité samo, voir Jean-Paul COLLEYN, « L'alliance, le dieu, l'objet », *L'Homme*, 170, 2004 : 61-78.

20. James CLIFFORD & George E. MARCUS, *Writing Culture : the Poetics and Politics of Ethnography*, Berkeley, University of California Press, 1986.

quotidienne. Pour Françoise Héritier, il appartient bien à l'ethnologue de tirer des conclusions et de dresser des tableaux d'ensemble, mais elle précise bien qu'il n'y a rien d'écrit dans ce livre qui ne lui ait été dit sous forme partielle ou qui n'ait été observé par elle, parfois lors de multiples occurrences (p. 156). Cette organisation, on pourrait bien la qualifier de cosmologie implicite, même si ce n'est pas le mot de l'auteure. Bien qu'éparse et non rationalisée, elle n'en est pas moins apprise et connue de tous. C'est ainsi que la couleur rouge évoque la chaleur, la colère, la violence et la masculinité, que la terre est chaude, masculine, violente et tueuse, que les femmes sont fraîches parce qu'elles perdent leur sang, que seules les pré-pubères et les ménopausées sont chaudes et en rapport avec la sorcellerie conçue comme l'évacuation d'un excès de chaleur, que le sperme est du sang épuré, que les animaux ne sont pas considérés comme aussi intimement proches que les grands arbres, que le double des morts n'occupe jamais un corps animal, mais qu'en revanche, le double d'un fauve peut envahir le corps du chasseur qui l'a tué. Cohérente avec celle du genre, une véritable théorie de l'hérédité montre une correspondance entre des représentations touchant à la transmission des humeurs et substances du corps, à la qualité en chaleur des supports et un système de choix de conjoints.

Il est difficile de rendre justice à un livre si dense, qui non seulement fait pièce avec toute l'œuvre de l'auteure, mais jette aussi des lumières sur notre propre fonctionnement mental. Le livre se conclut par une déclaration de conviction rationaliste : la raison a bien cours sous tous les cieux et les règles explicites ou tacites de la vie sociale samo ne font pas exception. Les représentations, dont chaque Samo n'a pas nécessairement conscience qu'elles forment système, gouvernent les actes de la vie quotidienne et répondent à une exigence commune de l'humanité : donner un sens à des faits inexplicables qui ont été et sont encore, pour ceux qui les ont élaborés comme pour nous, des « buttoirs pour la pensée ».

Jean-Paul COLLEYN

KIBREAB, Gaim. — *Eritrea. A Dream Deferred*. Woodbridge, James Currey (« Eastern African Series ») ; Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2009, 448 p., bibl.

VINCENT, Léonard. — *Les Érythréens. Récit*. Paris, Éditions Payot & Rivages (« Littérature »), 2012, 256 p.

Le titre du livre de Gaim Kibreab, professeur de la South Bank University de Londres, peut être rendu, par : *Érythrée. Un rêve différé, reporté, ajourné, en sursis* mais « un rêve devenu cauchemar » serait bien plus proche de son contenu. L'auteur, en effet, rédige un réquisitoire impitoyable et argumenté contre le régime du président, Isayyas Afäwärqi, assimilé aux pires dictateurs du XX^e siècle : Staline, Hitler, Mao et... Mängestu Haylä Maryam qui opprima l'Éthiopie et l'Érythrée de 1977 à 1991. L'acte d'accusation est dressé par l'auteur, un Érythréen qui a combattu trente ans pour l'indépendance de son pays. Son livre est plus qu'un pamphlet, c'est une étude minutieuse, parfois répétitive, mais toujours étayée par des documents, des ouvrages et des enquêtes auprès de plusieurs « centaines » de témoins. Concentrant tous les pouvoirs, Isayyas, sa « clique » et ses « suppôts » ont, en vingt ans, fait « main basse » sur l'Érythrée.

Le chef de l'État, du gouvernement et du Front populaire pour la justice et la démocratie (FPJD)²¹, le parti unique, est, également, président de l'Assemblée, chef des armées et président-fondateur du Hidri Trust Fund qui a absorbé toutes les entreprises privées, des plus grandes aux plus petites. Depuis le référendum de 1993, qui sanctionna la sécession d'avec l'Éthiopie et l'indépendance, aucune « vraie » élection n'a jamais eu lieu à aucun échelon que ce soit, et la constitution, ratifiée par l'Assemblée, n'a jamais été promulguée par le président (p. 36). En dépit d'entorses répétées à la démocratie, d'ailleurs revendiquées par les autorités, cet État demeure membre de l'ONU et l'UA.

Le lecteur se demande à la suite de Gaim : « Comment en est-on arrivé là ? » Comment une insurrection « pure », une révolution « exemplaire », qui suscita tant de sympathies et d'espoirs en Afrique et dans le Tiers-Monde parmi les « progressistes », a dégénéré en un pouvoir absolu et solitaire. Dans sa préface : « Laver le linge sale en famille », il va au-devant des critiques qu'on n'a pas manquées de lui opposer. En « désespérant Asmāra », ne fait-il pas le jeu des ennemis de sa patrie, ne trahit-il pas trente ans de lutte populaire et ne se jette-t-il pas dans les bras de l'Éthiopie ennemie ? Le régime exerce un étroit contrôle sur les médias (censure, emprisonnement) et exhorte les Érythréens de la diaspora à garder le silence au nom de la solidarité nationale et les menaces d'arrêter leurs familles demeurées au pays. Remarquons, avec Gaim, que l'Érythrée, auréolée par sa longue lutte, a toujours bénéficié d'une extraordinaire complaisance de la part des prescripteurs d'opinion (médias, chancelleries, ONG). En effet, en trente ans, une guérilla périphérique a rejoint les grands soulèvements populaires du Tiers-Monde à l'égal de la Palestine, du Vietnam et de Cuba. Alors que l'ONU et l'UA ont attendu la victoire des séparatistes pour reconnaître l'Érythrée, les réfugiés et les migrants des pays arabes ont très tôt réussi à populariser la cause du David érythréen qui luttait contre Haylā Sellasé, laquais du Goliath américain²². En dépit du ralliement de la junte éthiopienne (*Därg*) au marxisme-léninisme en 1977, la cause n'en conserva pas moins son aura progressiste et gagna, en outre, l'appui du « monde libre ». Journalistes, militants, médecins sans frontières... se pressèrent alors dans les maquis du Sahel érythréen, exaltant la pugnacité des combattants et des combattantes, qui, unis dans la lutte, auraient aboli tous les clivages, de classe, de genre, de religion... Surpris et désorientés par le conflit éthio-érythréen (1998-2000), qui opposa les deux alliés, vainqueurs de Mängestu, les commentateurs, en majorité, ont soutenu le David érythréen face au Goliath éthiopien. Or, cet affrontement n'était pas la continuation ou la reprise de celui de 1961-1991, mais une autre guerre comme bien des auteurs l'ont montré²³. Mais l'impact des représentations sociales, fonds de commerce des médias, est plus fort que celui des travaux universitaires.

21. En anglais : People's Front for Democracy and Justice (PFDJ).

22. HÉLÈNE THIOLLET, *Migrations et intégrations dans le Sud de la mer Rouge. Migrants et réfugiés érythréens au Yémen, au Soudan et en Arabie Saoudite 1993-2007*, Thèse de doctorat de science politique, Paris, IEP, 2007.

23. Tekeste NEGASH & Kjetil TRONVOLL, *Brothers at War. Making Sense of the Eritrean-Ethiopian War*, Oxford, James Currey ; Athens, Ohio University Press, 2000. Pour la guerre de 1961-1991, voir Paul B. HENZE, *Ethiopia in Mengistu's Final Years. Until the Last Bullet*, vol. 2, Addis Ababa, Shama Books, 2007, et surtout Marc FONTRIER, *La chute de la junte militaire éthiopienne (1987-1991)*, Paris, L'Harmattan-Aresæ (« Bibliothèque Peiresec, 13 »), 1999.

Ainsi, ce n'est que dernièrement que la presse française, en retard par rapport aux journaux italiens notamment, a abandonné son attitude compréhensive vis-à-vis de la dictature d'Asmāra²⁴.

On regrette que le livre ne présente aucune photographie²⁵ et seulement trois cartes sommaires qui contrastent avec la pertinence des analyses de Gaim. Ce dernier a, en outre, décidé, à l'encontre de la règle adoptée par les éthiopiens et les « érythréisants », de mentionner et classer les acteurs et les auteurs suivant l'usage européen alors que dans la vie courante celui qui, en Érythrée, parlerait d'Afāwārqī pour désigner le président Isayyas ne serait pas compris. En conséquence, dans cette recension, j'appellerai l'auteur Gaim, Gaim Kibreab mais jamais Kibreab ! Sa transcription des termes en tigrinia (l'une des deux langues officielles d'Érythrée) est également très personnelle. Son propos se déroule en huit parties toujours étayées par de nombreux témoignages dont l'accumulation dérouterait parfois le lecteur. Ces longs développements lui sont nécessaires pour lutter contre le courant d'opinion favorable, majoritaire, qui ressasse des représentations construites sur une histoire mythifiée et qui est soutenu par les moyens et les menaces de l'appareil de l'État érythréen. Gaim expose son réquisitoire en rappelant comment les autorités ont oublié les promesses de changements, utilisé la « guerre des frontières » avec l'Éthiopie (1998-2000) pour multiplier les violations des droits de l'homme et assujettir la vie associative. Il épingle le syndrome de la dépendance, le mythe de la souveraineté, l'obsession de ne compter que sur soi-même, slogans d'un pouvoir qui impose le monolithisme. Enfin, dans les derniers chapitres, l'auteur décrit comment le président a étouffé le secteur privé afin de mettre la main sur l'économie, interroge les divisions de l'opposition, reprend les promesses oubliées et s'attend à un retour de la famine. Tout au long de son livre, parfois difficile à suivre, il adopte un ton froid, contenu et solennel, mais qui accable le président et son régime, bien plus que la plus vengeresse des diatribes.

La taille et la complexité du livre montrent combien Gaim a peiné à faire le deuil de plus de trente années de lutte qui ont été au cœur de sa vie. En faire la recension n'est pas aisé car à chaque page, on trouve matière à réflexion, matière à citation. L'introduction mériterait, en elle-même, une longue discussion, notamment au sujet de l'avenir de l'Érythrée, colonie à laquelle l'Italie renonça en 1947, administrée de 1941 à 1951 par les Britanniques et enfin, fédérée à l'Éthiopie en 1952, à la suite d'un vote de l'Assemblée générale de l'ONU. Gaim rappelle qu'on a, tour à tour, projeté l'établissement d'un foyer national juif sur les hautes terres, la réunion des basses terres, en majorité musulmanes, de l'Ouest au Soudan et l'accès à la mer Rouge de l'Éthiopie à partir des plateaux, peuplés de chrétiens, du Centre, en échange de territoires en Ogadén. Il y eut, en Érythrée, des partisans de ce partage, d'un mandat italien, d'une union avec le Soudan, d'un retour à l'Éthiopie et enfin de l'indépendance immédiate. Il est dommage

24. Alexandra GENESTE, « L'ONU envisage de nouvelles sanctions contre l'Érythrée », *Le Monde*, 6 décembre 2011. François SOUDAN, « Érythrée : Bienvenue dans la Corée du Nord de l'Afrique », *Jeune Afrique*, 50^e année, n° 2 565, 7-13 mars 2010.

25. Le lecteur se référera à *Pount*, 4, 2010 : Anna GODIO, « Assab : genesi e crescita di una città dimenticata », pp. 9-25 ; Marie BRIDONNEAU, « Patrimonialiser le centre colonial d'Asmara », pp. 27-51 ; David BOZZINI & Roberta DEAMBROSI, « Asmara ou les logiques de la contrainte », pp. 53-69.

que l'auteur ne tienne pas compte des travaux qui montrent la part importante des indécis et leur versatilité et qui insistent sur les marchandages entre les grandes puissances et l'Éthiopie, membre fondateur de l'ONU²⁶. On doit rappeler que la fédération a obtenu l'accord de la majorité des musulmans et des chrétiens et que la plupart des fonctionnaires et des militaires érythréens sont restés, jusque très tard, fidèles au gouvernement éthiopien²⁷. En outre, entre 1952 et 1962, des partis érythréens ont aidé le gouvernement éthiopien à vider les institutions fédérales de leur contenu démocratique et à imposer l'annexion²⁸.

Un climat de violence politique régnait déjà en Érythrée quand éclatèrent, dans les basses terres, les premières attaques des maquis. Ce long conflit, présenté comme une affaire de politique intérieure par le gouvernement éthiopien à l'ONU et à l'OUA, introduisit un clivage à l'intérieur de la société érythréenne jusque dans les familles d'abord comme une guerre civile qui, peu à peu, se mua en affrontement « national ». En effet, l'Érythrée dans ses frontières de 1897-1902, comprend, sur les plateaux centraux, des territoires dont les populations sont liées par l'histoire à l'Éthiopie et à ses périphéries des peuples demeurés hors de la sphère éthiopienne, mais rattachés par les hasards de la conquête coloniale²⁹. Toutefois, le Front populaire de libération d'Érythrée (FPLE) qui est au pouvoir depuis 1991 à Asmâra, est ancré sur les hautes terres du centre. Gaim rappelle (p. 37) que parmi le G15 (un groupe de 15 vétérans des luttes) qui rédigea, en 2001, un manifeste qui leur a valu la prison car il demandait au président la tenue d'élections, on trouve 11 membres de l'ex-Front de libération d'Érythrée (FLE). Ce front qui lança, dès 1960, la lutte dans les basses terres occidentales parmi les Beni Amer, des éleveurs musulmans, fut rejoint, dans les années 1970, par des étudiants marxistes d'Asmâra (dont Isayyas). Ce groupe, qui avait séjourné en Chine (p. 225), opposé à l'idéologie arabo-musulmane du FLE, fonda le FPLE sur le modèle du FPLP, combattit les maquis du FLE (1973) et les expulsa d'Érythrée et des camps de réfugiés du Soudan (1981) : « These fought a civil war against each other » (p. 319). La diaspora érythréenne dans les pays arabes ne peut rentrer au pays car les partisans du FLE y demeurent majoritaires³⁰. L'indépendance n'a aucunement signifié la fin des hostilités et le pouvoir en place a utilisé cette « guerre civile froide » pour imposer sa complète hégémonie.

L'auteur (pp. 149-150) accuse, document à l'appui, le futur président d'avoir mené en 1973 une répression sanglante contre le FLE qui annonce les violences actuelles. Il instruit ainsi le procès du pouvoir en remettant en question le dogme de l'unité sans faille des Érythréens dans la lutte pour l'indépendance. Il ose affirmer : « One of the central arguments of this book is that Eritreans have always been governed by external rulers that recognised no brake and the outcome has been an unhappy one » (p. 27). En 1994, le 3^e congrès du FPLE (désormais FPJD) adopta la Charte nationale qui prévoyait la formation de *people-based*

-
26. Rossi GIANLUIGI, *L'Africa italiana verso l'indipendenza (1941-1949)*, Rome, Giuffrè editore, 1980. Tekeste NEGASH, *Eritrea and Ethiopia. The Federal Experience*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2005.
 27. Tafla BAIRU, « Eritrea in Retrospect. An Excerpt from the Memoirs of Fitawrari Mika'el Hasama Rakka », *Africa (Roma)*, LX (1), Marzo 2005, pp. 1-64.
 28. TEKESTE, *op. cit.* ; Medhanie TEFATSION, *Eritrea. Dynamics of a National Question*, Amsterdam, B. R. Grüner, 1986.
 29. Le roman de Luca LUCARELLI, *La huitième vibration*, Paris, Métailié, 2010, le montre excellemment.
 30. H. THOLLET, *op. cit.*

institutions (p. 55) tandis que le gouvernement décidait de nommer les cadres des associations et des ONG. Ainsi, l'Eritrean Relief Association, qui avait ravitaillé les populations « libérées » pendant la guerre, perdit-elle toute autonomie et toute crédibilité auprès des donateurs. L'Université d'Asmāra s'aligna sur le régime et l'Union nationale des paysans érythréens, instaurée en 1978, fut dissoute (p. 57). Les anciens combattants infirmes, lassés d'attendre la prime de démobilisation ayant manifesté à Asmāra, se virent envoyer dans les camps de détention que les Éthiopiens avaient ouverts. Démobilisées en priorité, les combattantes ne reçurent guère de secours et durent réintégrer leurs villages où elles retrouvèrent leur condition d'avant la guerre. Quand, en 1998, éclata la guerre avec l'Éthiopie, l'ensemble de la vie associative était contrôlé par le parti unique et donc par le président. Plus qu'une « guerre des frontières » comme l'écrivit Gaim, ce fut un conflit d'État à État où chacun jeta toutes ses forces dans la bataille comme le montrent les pertes : 1 million de déplacés soit un quart des Érythréens (p. 133). Tout en manifestant son soutien à sa patrie, il assure que le commandement érythréen s'attendait à n'affronter que les maquis du Front populaire de libération du Tegray (FPLT), ses alliés contre Māngestu, alors qu'en Éthiopie, l'ensemble des peuples répondit à la mobilisation (p. 31). Il reprend à son compte la déclaration d'un ancien chef d'état-major qui épingle une crise du *leadership* (p. 345).

Face au désarroi provoqué par la défaite, le G15, évoqué plus haut, rendit public, début 2001, un manifeste adressé au président lui demandant de réunir l'Assemblée, de promulguer la constitution et de la respecter. Isayyas reçut des délégations, promit et attendit six mois pendant lesquels sa propagande dénigra les opposants, les accusant de pactiser avec l'ennemi. Il déclara ensuite : « The EPLF has been an integral part of the blood and spirit of the people » (p. 4) et il est plus qu'un parti, un mouvement national dont le slogan est : « Un peuple, un cœur » (p. 187). Toute diversité de quelque ordre que ce soit est assimilée à une manipulation ou à une trahison : « The Eritrean identity is permanent, immutable — and non negociable » (Afwerki 2003) affirme le président (p. 206). Les carrières politiques se font et se défont au gré des coups de téléphone de la présidence qui ne notifie rien par écrit ! Une lutte de tous les instants oppose ses proches qui lorgnent les faveurs matérielles afin de constituer des bases régionales où ils se retranchent face au pouvoir central. Parvenus à la tête des entreprises nationalisées, ces potentats ont bâti des fiefs locaux avec des prisons privées (pp. 275-276). L'État étant désormais le seul employeur, l'appartenance au FPJD est le sésame de tout emploi : il compte (en 2006) 600 000 membres fichés et répertoriés (p. 5) soit un quart de la population adulte³¹. Le « nationalisme compulsif » (p. 388) prime sur tout autre souci et entraîne les mesures les plus contradictoires et les plus discutables qui obèrent l'avenir et l'existence même de l'Érythrée. Le signe le plus évident de cette faillite est le « vote avec les pieds » (p. 291) des élites « bourgeoises » (p. 293) qui ne trouvent aucun emploi dans les entreprises nationalisées où règnent favoritisme et corruption. Les jeunes Érythréens forment, en effet, une part importante des migrants de la Corne de l'Afrique qui affrontent la mer Rouge ou le Sahara afin de gagner l'Europe. L'Université d'Asmāra a été démantelée puis divisée (p. 89) en collèges régionaux où entrent les élèves, garçons et filles, des écoles secondaires

31. *Population & Sociétés* (n° 480, juillet-août 2011), dénombre 5,9 millions d'Érythréens dont 3,36 millions (57 %) ont plus de 15 ans.

après la classe de 11^e. Ils y subissent un dressage militaire et patriotique qui les prépare à un long service national, imposé de 18 à 50 ans, qui prive l'économie des cadres dont elle aurait besoin (p. 286). Ils sont employés, pour des salaires de misère, dans les firmes tombées sous la coupe des dirigeants du parti-État, dans les entreprises d'État : Hidri Trust Fund, Red Sea Trading Corporation. Le programme d'alphabétisation lancé dans les territoires libérés pendant la guerre d'indépendance (p. 111) s'est peu à peu éteint. En 2002, alors qu'on négociait l'accord de paix avec l'Éthiopie, les dépenses de la défense atteignaient encore 23,5 % du PIB, soit dix fois ce qui était alloué à l'éducation ou à la santé (p. 281). En 2006, l'armée comptait 300 000 soldats (p. 186) alors que l'adversaire éthiopien, près de quinze fois plus peuplé, n'en enrôlait que 150 000³².

Les pages consacrées à la caporalisation de l'économie sont particulièrement sinistres alors que l'Érythrée, même annexée à l'Éthiopie, possédait des entreprises florissantes qui bénéficiaient du marché éthiopien (bières Melotti, allumettes, textiles Barotollo, agro-industrie De Naddai)³³. « Prior to Eritrea's annexation into Ethiopia in September 1962, there was a relatively well-functioning private sector » (p. 226). Les destructions de la guerre et les nationalisations décrétées par la junte éthiopienne (*Därg*), n'avaient pas fait disparaître l'industrie : en 1991, il y avait 42 usines nationalisées et 650 petites entreprises privées (p. 226). Après la reprise en main de 2001, la situation de l'appareil de production s'est dégradée. Enfermés dans la « mentalité du bunker » (p. 122), le président et ses acolytes ont stigmatisé l'aide étrangère qui introduit l'esprit de paresse et de corruption chez les Érythréens. Elle a pourtant nourri, de 1985 à 1995, entre 50 % et 80 % de la population et l'a aidée à passer le cap de la guerre éthio-érythréenne. La diminution brutale de l'aide alimentaire internationale (de 1,3 million à 72 000 bénéficiaires !) décrétée en septembre 2005, s'est traduite par le doublement des cas de malnutrition (p. 155). Pour desserrer l'étau de la misère, les autorités ont ressuscité les échoppes de quartier et rétabli les achats *franco valuta* (p. 254)³⁴ comme le fit le *Därg*, encourageant ainsi la contrebande et le trafic de devises. L'auteur signale que les *uqub*, les associations traditionnelles d'épargne volontaire avec tirage au sort, sont le seul espoir d'une population paupérisée (p. 311). Notons enfin que le gouvernement ne publie pas de budget régulier (p. 335), exige des impôts rétroactifs (p. 289), ne promulgue pas le code du travail (p. 371) et astreint la population à un passeport intérieur (p. 365).

Il faut arrêter là l'énumération des épreuves vécues par les Érythréens qui vident l'Érythrée de sa jeunesse et de ses élites, contraintes de quitter leur pays de peur d'être emprisonnées sans jugement et sans aucune communication avec l'extérieur. Gaim Kibreab nous donne, heureusement, une liste de ces détenus oubliés, mais aussi les noms des 28 diplomates qui ont fait défection pour l'exil (p. 318). Les nombreux tableaux statistiques appuient le caractère implacable du réquisitoire comme les entreprises intégrées dans le Hidri Trust Fund. Ce livre fournit des renseignements d'une grande précision sur la constellation des mouvements érythréens, pour la plupart en exil et déchirés par des rivalités

32. Thèse de Patrick FERRAS soutenue à l'IFG (Paris 8) le 4 mai 2011.

33. Témoignage personnel (1970-1972).

34. On peut importer les marchandises avec des droits de douane réduits pourvu qu'on paye comptant en devises. Personne ne demande l'origine des devises.

inexpiables. Il s'interroge, et nous interroge également, sur l'extraordinaire mansuétude dont le David érythréen, archétype du révolté du Tiers-Monde, a bénéficié (et bénéficié) de la part des médias, des humanitaires, des militants et... de certains chercheurs. Gaim, pour expliquer les « dérives » violentes et autoritaires du régime, renvoie, à juste titre, à la guerre civile qui opposa les deux fronts et qu'on a cherché à oublier. Il doit remonter à la période de la fédération où la lutte pour l'indépendance ne faisait pas l'unanimité parmi les partis érythréens, prompts à se tourner vers le bras armé éthiopien, pour éliminer un adversaire. Il faudrait aussi éclaircir les débuts du FLE au Caire, où siégeait, parmi les musulmans, un chrétien Wäldä Ab Wäldä Maryam. Les fondateurs du front y rencontrèrent les militants en exil du FLN algérien, copièrent ses structures et s'inspirèrent, sans doute, de son intransigeance. La défaite du FLE ne rappelle-t-elle pas l'échec du MNA, le rival du FLN, qui fut chassé des maquis algériens et des bidonvilles de France comme le FLE le fut d'Érythrée et des camps du Soudan ?

Le livre de Gaim Kibreab, qui lui a demandé un extraordinaire effort de distanciation par rapport à sa vie militante, fait date dans la bibliographie consacrée à l'Érythrée. Nul ne peut ignorer cet ouvrage ou jamais la rigueur, l'honnêteté et la lucidité de l'auteur ne sont prises en défaut.

Le « récit » de L. Vincent, comme le livre de Gaim Kibreab, dresse un réquisitoire contre le régime d'Isayyas Afäwäri, mais de l'« extérieur ». Jamais, et c'est sans doute heureux pour sa liberté personnelle, ce journaliste n'a pu entrer en Érythrée où ses confrères sont en fuite ou en prison. Il a recueilli ses informations lors de rencontres avec de nombreux réfugiés érythréens à Khartoum, en Éthiopie, dans les pays arabes, en Europe et aux États-Unis. Il retrace ainsi le parcours, semé d'embûches, de ceux, peu nombreux, qui ont réussi à franchir les frontières en dépit des rafles, des contrôles, des arrestations, des emprisonnements, des tortures, des gardes, des mines et de l'avidité des passeurs. Tous les témoignages rapportés sont poignants et parfois leur mise en scène est par trop spectaculaire. Même si son expression manque parfois de sobriété, l'auteur a recoupé et authentifié les récits qui corroborent, en tous points, les analyses de Gaim. Après avoir subi trente ans de guerre, depuis vingt ans, les Érythréens vivent sous la dictature. En dépit d'inexactitudes et d'approximations³⁵, fruits de lectures hâtives, L. Vincent fait, justement, remonter les racines de cette dictature, non pas à la dérive ou dans la réaction d'un pouvoir menacé, mais dans les racines mêmes de la lutte pour l'indépendance. Ceux qui ont pris le pouvoir à Asmära en 1991 ont éliminé, dans les maquis et les camps de réfugiés, ceux qui se sont soulevés en 1961. La guerre d'indépendance érythréenne fut une guerre civile, plus âpre que ne l'écrit Gaim. L. Vincent apporte une pierre nouvelle au débat sur le *black-out* qui entoure le sort des Érythréens qui fuient la dictature. Il nous relate comment, à Rome, les « moustiques » de l'ambassade d'Érythrée ont réussi à prendre le contrôle d'un immeuble où se regroupaient les réfugiés. Il est, toutefois, un peu court dans ses analyses géopolitiques et charge la barque d'Isayyas, sorte de génie du mal totalitaire. Or, comme Gaim le précise et comme les historiens l'ont démontré, un pouvoir solitaire a besoin de relais pour s'imposer par la fidélité, la terreur, l'appât du gain et des honneurs...

Pour les lecteurs francophones qui ne savent rien d'autres de l'Érythrée que les clichés remontant à la saga de l'indépendance, le récit de L. Vincent est

35. Qu'on peut corriger en consultant *l'Encyclopaedia Aethiopica, op. cit.*

une bonne mise au point sur la Corée du Nord africaine et c'est surtout une invitation à lire Gaim Kibrebab.

Alain GASCON

MCCANN, James. — *Stirring the Pot. A History of African Cuisine*. Londres, Hurst, 2010, 215 p., bibl.

En 1887, la reine Taytu organise sur quatre jours un magnifique banquet pour les notables du royaume, à Entoto, avant que Addis Ababa, quelque 20 km en contrebas, ne soit définitivement choisie comme capitale de l'Empire d'Éthiopie. Ce repas grandiose, relaté par plusieurs chroniques, est considéré par l'auteur comme un acte politique visant à convaincre les provinces périphériques du pouvoir de Menilek (Ménélik) et comme la date de naissance d'une cuisine nationale éthiopienne. Son analyse, et celle des pratiques culinaires de l'Empire éthiopien jusqu'à nos jours, constitue le cœur de l'ouvrage de James McCann, historien de ce pays mais aussi auteur de livres sur la diffusion des plantes et l'environnement en Afrique.

Cette étude de cas détaillée (II. *Stirring the National Stew. Food and National Identity in Ethiopia*, pp. 63-106) forme la partie centrale et irrigue le reste de l'ouvrage. Elle en est incontestablement le point-d'orgue. On y voit comment se nouent diversification des réseaux commerciaux (de l'Océan Indien aux apports régionaux, de l'Arabie aux produits atlantiques), histoire politique (en l'occurrence l'expansion de l'empire éthiopien et son affirmation autour de Menilek), hiérarchie sociale, ainsi que mutations des espaces urbains et des sociabilités (émergence de lieux dédiés aux repas pris hors de chez soi) pour donner naissance progressivement à un ensemble de pratiques culinaires et commensales. Cette magistrale analyse, développée sur plus d'un siècle et nourrie par la grande connaissance qu'a James McCann de l'Éthiopie, offre un exemple de ce que peut être une analyse globale centrée sur les cultures alimentaires et culinaires.

Les parties qui encadrent ce morceau de choix abordent respectivement les données écologiques, agricoles et culturelles qui forment la base de l'invention des cuisines (I. *Basic Ingredients*, pp. 15-61) et, en contrepoint de l'exemple éthiopien, les développements culinaires dans les autres régions de l'Afrique (III) et dans la diaspora (IV). *Africa's Global Menu* (pp. 161-179) fait en effet naviguer le lecteur des Caraïbes au Brésil, de la Louisiane aux développements les plus récents aux États-Unis.

On voit d'emblée la réelle difficulté à construire une synthèse qui considère l'Afrique comme un tout (même limitée à la zone subsaharienne) et englobe ses prolongements lointains, mais aussi l'insatisfaction qui peut surgir d'un tel déséquilibre géographique.

La première partie présente de manière générale les systèmes écologiques et leurs changements au fil des siècles ainsi que les processus de diffusion des plantes qui ont enrichi progressivement la gamme des ingrédients des repas, de 1500 à nos jours. La mise en circulation de plantes (riz, maïs, ignames, épices, etc.), par le biais des échanges internationaux, le rythme et la géographie variables de leur implantation et de leur intégration dans l'alimentation, leurs modes de transformation (techniques de cuisson et leurs agents), mais aussi le contexte

social de leur consommation (convivialité, marqueur d'identité) et finalement le rayonnement hors des frontières régionales, nationales ou continentales sont ici décrits. J. McCann se situe dans la lignée de l'histoire culturelle, tout en puisant dans d'autres registres, indispensables à une approche globale du fait alimentaire. Des tableaux synthétiques résumant la typologie et la chronologie de l'introduction des plantes, du monde atlantique ou asiatique, en Afrique mais aussi les apports de l'Afrique à l'extérieur.

La troisième partie, *Africa's Cooking* (pp. 107-160) analyse en un chapitre l'Afrique de l'Ouest (le développement est centré sur ce que l'auteur nomme les systèmes mandé et akan) et en un autre, le reste du vaste continent, de l'Afrique centrale aux contrées les plus australes. On peut deviner les raccourcis opérés, accentués par un postulat pour le moins étrange : « In West Africa, in contrast to Ethiopia, there is no single political force over its history but rather a wide range of political influences [...] » (p. 109) : l'absence apparente de conscience de la diversité d'échelle pousse même J. McCann à parler de *confusing local diversity*. Le tropisme éthiopien, présent tout au long du livre³⁶, au-delà de ses apports factuels et méthodologiques fascinants (partie II), contamine donc le regard de l'historien : peut-on vraiment affirmer qu'il s'agit du seul exemple de « cuisine nationale » ? Cette échelle d'analyse est-elle d'ailleurs la plus pertinente quand on mesure l'ampleur des migrations internes et la porosité des frontières, autant pour les hommes que pour les plantes ? ainsi que le reconnaît l'auteur lui-même. Il le démontre par exemple en analysant les variantes régionales des sauces à base d'arachide qui caractérise l'Afrique de l'Ouest.

Stirring the Pot s'inscrit dans une nouvelle collection (dirigée par Joseph Miller et David Robinson) se donnant pour objectifs de s'adresser à un large lectorat³⁷ dans une perspective d'histoire mondiale et de contrer les préjugés qui circulent encore sur l'Afrique pour valoriser ses réalisations et affirmer sa pleine participation à l'histoire universelle. Il suffit à McCann de citer en introduction quelques ouvrages généraux ou anciens pour souligner la méconnaissance réelle de la cuisine africaine et convaincre de la nécessité d'une étude fouillée. D'où sa tentative, alors que les livres de recettes africaines se multiplient dans la vague des restaurants dits ethniques, de proposer un tour d'horizon des pratiques caractérisant l'Afrique. James McCann s'efforce de diversifier les exemples dans l'espace et dans le temps sans toujours nous convaincre tant l'enjeu est difficile à tenir. Remonter dans le temps n'est de plus pas toujours aisé et il lui faut faire feu de tout bois pour faire resurgir du passé des pratiques qui semblent avoir laissé peu de traces dans les traditions orales. Les textes des voyageurs étrangers de passage sont alors mobilisés, avec leurs limites.

36. Ainsi l'auteur présente les restaurants éthiopiens comme dominants hors d'Afrique, ce qui ne rend manifestement pas compte de la diversité des courants migratoires dans toutes les zones de diaspora (voir le cas de l'Europe en particulier).

37. D'où un nombre limité de pages mais aussi des illustrations (parfois non datées) venant concrétiser les propos et des cartes de situation fort utiles. Un index permet aussi de retrouver les thèmes transversaux de l'ouvrage. Une large bibliographie anglophone permet aux lecteurs curieux d'en savoir plus. Certains titres français auraient pu compléter ce travail dont, entre autres, H. D'ALMEIDA-TOPOR, *Le Goût de l'étranger*, Paris, Armand Colin, 2006 ou M. CHASTANET, F.-X. FAUVELLE-AYMAR & D. JUHÉ-BEAULATON (dir.), *Cuisine et société en Afrique : histoire, saveurs, savoir-faire*, Paris, Karthala, 2002.

Ainsi J. McCann est bien conscient de la contextualisation des récits qui peuvent coïncider avec une période de pénurie (p. 89) ; il fait en revanche un mauvais procès au médecin géorgien de la cour de Taytu et Menilek lorsqu'il lui reproche de ne s'intéresser qu'à la cuisine de l'élite urbaine (p. 93), milieu dans lequel il se meut.

J. McCann prend comme entrée l'alimentation mais il entretient une ambiguïté fondamentale en prétendant se situer hors du quotidien pour n'envisager que la « cuisine », selon un terme français qui a acquis ses lettres de noblesse. Comment passe-t-on de la routine au prestige ? Comment passe-t-on d'un plat du quotidien à une « cuisine » ? Le partage n'est certainement pas aisé. Les recettes, dont est parsemé l'ouvrage, le montrent bien à l'instar de la simplicité du *maize porridge*, à la base du régime de nombreuses contrées, notamment en Afrique centrale et australe. Sont abordés les rapports de genre ou de classe, avec une tendance toutefois à une vision romantique du passé. La volonté de valoriser les pratiques africaines pousse parfois l'auteur à magnifier le rôle des femmes, en tant que cuisinières *stricto sensu* (et non « chefs » !) et passeuses, sorte d'ode, un peu incantatoire, adressé aux femmes et aux cultures orales ayant permis la transmission de façons de faire et de recettes. *Quid* du rôle des esclaves dans la constitution des repas par exemple ? *Quid* de la répartition sociale inégale des produits issus du commerce ?

Il ressort par conséquent de cet ouvrage une impression mitigée : autant l'exemple de l'Éthiopie permet de poser les questions adéquates, d'affiner une méthodologie pouvant servir de base à des études similaires sur d'autres régions, autant certaines généralisations hâtives, voire des développements répétitifs, sont décevants. James McCann a d'ailleurs conscience des limites de son étude et se définit lui-même comme un voyageur éclairé (p. 181) dans les contrées qu'il connaît moins. Son ouvrage ouvre toutefois de nombreuses pistes et formule des interrogations tout à fait pertinentes. Parmi les axes de réflexion féconds, on pourrait rajouter un questionnement qui porterait sur les circulations sud-sud comme en témoigne par exemple la popularité des nems dans les repas des villes dakarois, autre marque de la globalisation, impact fort indirect de la participation des soldats coloniaux au conflit indochinois.

Odile GOERG

RAKOTOMALALA, Malanjaona. — *À cœur ouvert sur la sexualité merina (Madagascar). Une anthropologie du non-dit*. Paris, Karthala, 2012, 525 p., bibl.

Premier ouvrage osant aborder la question de la sexualité à Madagascar, le livre de Malanjaona Rakotomalala décortique les comportements des populations merina (Madagascar) en observateur attentif et patient et sans once de voyeurisme. Cette enquête s'étale en effet sur plus d'une trentaine d'années, c'est dire l'obstination qu'il a fallu à l'auteur, professeur à l'Inalco (Paris) et anthropologue, pour cerner un sujet aussi polémique que secret. Qui donc oserait parler ouvertement de sa sexualité sans gêne ou vantardise ? Avec ruse mais sans jamais manquer d'éthique (les noms des personnes interrogées ne sont pas dévoilés), Malanjaona Rakotomalala parvient à faire dire ce qui est généralement tû, parce que traditionnellement admis comme usuel, ou au contraire parce

que non conforme à la morale chrétienne. Sa contribution est importante car elle lève aussi le voile sur des comportements à risques et met en lumière leur incidence sur le développement des infections sexuellement transmissibles et du VIH/Sida. Comme le précise l'auteur : « L'ouvrage se veut un corpus. Quelle que soit la lecture que tout un chacun en fera, elle évoluera autour d'une problématique commune aux sociétés humaines : la sexualité en tant qu'occasion et matériau pour l'élaboration d'un discours sur la société, la vie et la conception de l'être humain » (p. 25).

Ce livre se compose de neuf chapitres montrant l'évolution des discours sur la sexualité depuis les premiers textes écrits sur ce sujet par des Européens, l'influence du christianisme, jusqu'aux lois sociales traditionnelles, les relations avec les maladies et les révolutions sexuelles qui se jouent actuellement. Au fil de son étude, Malanjoana Rakotomalala montre la nécessité de la mise en contexte des discours sur la sexualité. Ainsi, il définit la sexualité comme un système d'actes codifiés socialement, à l'instar des premiers Européens à avoir écrit sur les mœurs des Merina comme Jean Carol et Jean Paulhan, au début du ^{xx}e siècle, qui soulignaient déjà cette codification mais aussi l'occidentalisation croissante des pratiques et des attitudes. À la veille de l'Indépendance de Madagascar, la nécessité de parler de leur sexualité aux Malgaches se manifeste dans les interventions médiatiques du premier sexologue malgache Albert Ranaivoson. Dans l'ouvrage de Malanjoana Rakotomalala, c'est surtout la sexualité des Merina qui est passée au microscope. Elle est en effet particulière dans le sens où cette population a dominé et domine encore largement l'espace politique, économique et culturel. En faisant un cas particulier des comportements sexuels des Merina, l'auteur peut ainsi établir des comparaisons avec les autres populations malgaches et comoriennes de l'île, entre urbains et ruraux, entre traditionalistes et occidentalisés. Il analyse ensuite de façon détaillée, dans le second chapitre notamment, les expressions langagières et des chansons, argotiques ou non, usuelles ou désuètes, sur la virginité, la conception et la luxure. Malanjoana Rakotomalala reviendra à plusieurs reprises tout au long de son ouvrage sur ces façons de parler de la sexualité chez les Merina, selon que l'on habite en ville ou à la campagne, selon que l'on soit jeune ou vieux. Malanjoana Rakotomalala approfondit encore ces relations sociales au sein des groupes statutaires et de la famille. Il met ainsi en lumière des différences comportementales, des interdits sexuels parfois, qui s'érigent entre les groupes selon que l'on soit de descendance princière (*Andriana*), noble (*Hova*) ou d'esclaves (*Mainty*). De même, le tabou de l'inceste ne concerne pas seulement l'acte mais aussi la parole, par exemple entre un frère circoncis et sa sœur, même si ce tabou peut être levé dans certaines circonstances que l'auteur précise.

Dans cette étude de la sexualité merina, les femmes jouent un rôle primordial. Elles sont le cadeau traditionnel que l'on offre à l'invité de passage et elles permettent aussi à l'homme d'affirmer sa virilité. Mais les femmes sont également celles qui éduquent les enfants à la sexualité. Tandis que l'homme extériorise sa sexualité dans tous les sens du terme, la femme merina doit taire son plaisir et ses attirances. Seul le « vagabondage » est autorisé pour les adolescents merina de confession non chrétienne, ou lors de cérémonies traditionnelles comme les funérailles ou le bain royal. Ces rapports sexuels éphémères participent alors au « culte de la vie » (p. 216), avec pourtant tous les risques sanitaires que ces pratiques supposent. Ainsi, à la fin du sixième chapitre et de façon plus détaillée dans le chapitre suivant, Malanjoana Rakotomalala parle

d'une « conception traditionnelle de la maladie ». En effet d'après les enquêtes menées par l'auteur, la stérilité, l'impuissance, les IST seraient le reflet d'un désordre social que les Merina résolvent par l'usage de « charmes » d'amour ou de déshonneur à base de plantes. La maladie est perçue alors comme ayant une origine sociale, et non comme le résultat de comportements à risques. Dressant un état des lieux de l'évolution de la situation sanitaire en Imerina, l'auteur insiste sur la non-fiabilité des statistiques officielles qui ne prennent pas toujours en compte la réalité du pays. Ainsi, en dehors des cérémonies traditionnelles, les échanges sexuels sont aussi fréquents dans le secteur de l'économie informelle. La prostitution et le tourisme sexuel se développant dans les centres urbains sont en effet un terrain propice pour la propagation des maladies vénériennes.

Si l'auteur consacre peu de lignes à l'homosexualité en Imerina, en évoquant rapidement le cas des travestis, il s'attarde plus longuement sur les pratiques sexuelles occidentalisées des Merina de la diaspora parisienne qui se racontent sur les forums de l'Internet et les réseaux sociaux. Ce détour par l'Occident permet à l'auteur de conclure en offrant par des pistes de recherche concernant la prévention aux IST et au VIH/Sida à Madagascar.

Le livre comprend un recueil de chansons et de contines en malgache avec leur traduction française, un lexique sur la sexualité contenant plus de mille entrées et une bibliographie thématique qui permet de constater l'étendue des publications de l'auteur sur les rapports entre traditions et maladies à Madagascar.

L'ouvrage de Malanjoana Rakotomalala a donc le mérite d'aborder un thème très peu étudié en études malgaches en appelant les choses de la sexualité par leur nom, sans fausse pudeur mais sans vulgarité. Il permet aussi d'ouvrir le champ de la recherche en anthropologie sociale sur la sexualité car en interrogeant la sexualité merina, l'auteur propose aussi une « matière à réflexions pour se définir ou se repenser par rapport aux autres » (p. 363).

Karine BLANCHON